UCL Université catholique de Louvain

Chaire InBev Baillet-Latour
« Union européenne–Chine »

L'alliance américano-nippone à l'épreuve de l'émergence chinoise

Thomas Mermillod-Blardet

NOTE D'ANALYSE 27

Note d'analyse 27

Thomas Mermillod-Blardet

L'alliance américano-nippone à l'épreuve de l'émergence chinoise

Août 2013

Chaire InBev Baillet – Latour Programme « Union européenne – Chine »

Note d'analyse 27

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Géraldine Frébutte.

Pour nous contacter :

Site Internet : http://www.uclouvain.be/265598.html

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2013.

Thomas Mermillod-Blardet est stagiaire à la Chaire InBev-Baillet Latour, programme « Union européenne- Chine ».

Sommaire

Introduction 3

1. La relation américano-nippone 3

1.1. Le Japon : pays insulaire au destin incertain 3

1.2. La création et l'évolution de l'alliance 6

1.3. La notion d'alliance et ses implications géopolitiques 11

1.3.1. L'attitude au sein de l'alliance 11

1.3.2. Le comportement au sein de l'alliance 14

1.4. Les aspects militaires 17

2. La mer de Chine orientale : la poudrière de l'Asie-pacifique 21

3. Etude de cas : les îles Senkaku/Diaoyu 28

4. Conclusion 36

Bibliographie 37

Introduction

Question de recherche : « Comment l'émergence chinoise met-elle à l'épreuve l'alliance américano-nippone ? »

Etablie à la fin de la seconde guerre mondiale par la signature du traité de sécurité américano-nippon, l'alliance entre Tokyo et Washington revient sur le devant de la scène en raison de l'émergence de la puissance chinoise en Asie-Pacifique. Cette alliance a fortement évoluée depuis son établissement il y a plus de 50 ans en raison notamment de la fin de la guerre froide, des événements tragiques du 11 septembre 2001 ou encore de l'émergence de la République populaire de Chine. C'est ainsi que nous allons pouvoir observer de quelle manière le Japon tente de faire évoluer ses capacités militaires, ses relations bilatérales ou encore sa volonté d'être un acteur majeur sur la scène régionale et internationale.

La première partie sera consacrée aux éléments constitutifs de l'alliance entre Tokyo et Washington. Nous aborderons ici des éléments géographiques, historiques, militaires et également le concept même d'alliance.

La seconde partie s'éloignera des considérations générales de l'alliance pour entrer dans l'étude du cadre régional de la mer de Chine orientale. Nous verrons ainsi clairement de quelle manière s'articule la relation triangulaire entre les trois puissances et à quel point cette région est importante.

Enfin, la dernière partie sera une étude de cas traitant de la très médiatisée question des îles Senkaku/Diaoyu. Nous verrons ainsi quels sont les enjeux géopolitiques pour l'armée chinoise et quel rôle l'alliance américano-nippone joue dans cette relation triangulaire.

1. La relation américano-nippone

1.1. Le Japon : pays insulaire au destin incertain

Occupant une place centrale dans le propos de cette note d'analyse, le Japon se doit avant tout d'être décrit, identifié et compris au travers de sa géographie pour comprendre pourquoi il est un acteur qui fait de la géopolitique un domaine important dans la définition de sa politique étrangère. Le fait de parler de géopolitique nous pousse inévitablement à commencer par une description géographique de cet Etat insulaire pour le moins atypique.

Composé de quatre îles majeures – Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku – le Japon comprend également un millier d'îlots éparpillés dans les mers avoisinantes. Le premier élément déterminant de la politique japonaise est le fait que le pays possède près de 28 000km de côtes[1] [2] ce qui donne une primauté certaine à la mer dans la pensée stratégique du pays. En raison de cette situation atypique pour une grande puissance, le Japon possède 4,5 millions de km^2 de zone économique exclusive[3] – zone maritime sur laquelle le Japon peut exercer son autorité – ce qui est, notamment, une des causes de son actuelle rivalité avec Pékin. Au-delà de cette prééminence maritime, le territoire nippon recouvre une surface terrestre de quelques 378 000km^2 [4], divisée en neuf régions – Tohoku, Kansai, Chubu, Kanto, Chugoku, Shikoku, Okinawa, Hokkaido et Kyushu – d'une importance variable en fonction des intérêts du pays comme nous le verrons avec Okinawa.

Une autre caractéristique importante est le fait que seul 15% du territoire est couvert par des plaines, le reste du territoire faisant la part belle aux montagnes et forêts. Cela engendre inévitablement une forte concentration démographique sur les côtes, à l'instar de son voisin chinois.

De manière moins factuelle, la configuration géographique atypique du Japon a fortement influencé son histoire, ce qui s'observe dans les directions prises par les politiques du gouvernement japonais. L'identité et la place du Japon dans les relations internationales ont toujours été compliquées à fixer. L'histoire japonaise, encore aujourd'hui, se marque par des alternances entre ouverture et repli sur soi. Les premiers contacts avec l'Occident n'arrivent que tardivement de par la période isolationniste allant du IXème siècle au XIVème siècle. Ceux-ci apparaisent à la moitié du XVIème siècle[5] avec de nombreuses expéditions visant à convertir les populations asiatiques au catholicisme dans le cadre des Grandes Découvertes. L'isolement revient au XVIIème siècle suite à une interdiction d'accès aux ports japonais pour les navires étrangers non-officiels.

Le 8 juillet 1853 marque une ouverture malgré lui du Japon. C'est alors les Américains, sous la houlette du commodore Perry, qui jettent l'ancre dans la

[1] BAUTZMANN Alexis (sous la direction de), *Atlas géopolitique mondial 2013*, Paris : Editions Argos, 2013, 204p.
[2] A titre indicatif, les Etats-Unis possèdent 20 000km de côtes, la Chine 14 500 et la Grande-Bretagne 12 500km.
[3] COURMONT Barthélémy, *Géopolitique du Japon*, Perpignan : Editions Artège, 2010, p.15
[4] Id., p.16
[5] Id., p.33

baie d'Edo afin de conclure un accord commercial avec le Japon[6]. Le 8 mars 1854 le traité nippo-américain prévoyant l'ouverture des ports de Shimoda et Hakodaté et la libre circulation des navires est signé. Cette première relation formelle entre les Etats-Unis et le Japon marque le retour du Japon dans une période d'ouverture vers le monde occidental.

C'est ainsi que durant tout le XIXème siècle, le Japon est dans une situation comparable à la Chine et aux pays d'Afrique, à savoir celle d'une domination coloniale. Néanmoins, la révolution Meiji à partir de 1867 marque le début de l'avènement d'un Japon moderne et se réclamant même du statut de puissance coloniale. Cette révolution amènera également le Japon à fixer définitivement ses frontières lui permettant ainsi de s'ouvrir au monde sans pour autant mettre en péril ses valeurs ou son existence. Il s'agit également d'une période de fort nationalisme[7] permettant à l'empereur de fédérer la population autour de lui, ce qui se manifeste notamment au travers de la constitution de 1889 octroyant un pouvoir quasi absolu à l'empereur.

Le second apport majeur de la révolution Meiji est le fait que le pays va s'ouvrir au monde de manière stable et ainsi profiter des bienfaits de la révolution industrielle produisant ses effets en Occident[8]. Cette modernisation, un des facteurs explicatifs de l'actuelle troisième place tenue par le Japon en matière de puissance économique, se manifeste notamment de la production de houille, du textile, une main d'œuvre bon marché, les chantiers navals, les chemins de fer,… C'est alors le début d'une formidable croissance économique pour le pays avec notamment un PIB par habitant passant de 704 dollars en 1820 à 1 135 dollars en 1900[9].

Nous le voyons donc clairement, le parcours historique du Japon, bien qu'ici abordé de manière plus que succincte, fait de cet Etat une puissance ayant une vision bien particulière des relations à entretenir avec autrui. L'entrée du Japon dans le 20ème siècle sera principalement marquée par la guerre russo-japonaise et la première Guerre mondiale. Néanmoins, les principaux éléments qui vont maintenant retenir notre attention se déroulent au sortir de la seconde guerre

[6] Rappelons que c'est dans ce contexte que la Chine de la dynastie des Qing a déjà perdu la première Guerre de l'opium et s'est vue contrainte de signer le traité de Nankin en 1842.
[7] MC VEIGH J. Brian, *Nationalism of Japan : managing and mystifying identity*, New York : Rowman & Littlefield, 2003, 352p.
[8] Notons que durant cette même période, la Chine est alors dans une période de doute, d'instabilité sociale et de luttes internes ne permettant pas au pays de se moderniser de la même manière que la Japon.
[9] COURMONT Barthélémy, *op.cit*., pp.48-50

mondiale avec le développement des relations entre les trois plus grandes puissances actuellement en présence en Asie orientale et pacifique.

1.2. La création et l'évolution de l'alliance

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis étaient méfiants quant à l'attitude japonaise ce qui se manifesta dans l'article 9 de la constitution japonaise de 1947, ce dernier imposant au Japon de renoncer à la guerre, à l'usage de la force pour résoudre des conflits internationaux et à ne pas voir ses dépenses militaires dépasser 1 pourcent du PIB national. Par la suite, les Etats-Unis ne manqueront pas de regretter ces termes, ceux-ci permettant au Japon de rester à l'écart des futures guerres américaines[10].

En 1952, un premier traité, qui établira les bases pour le traité de 1960, entrait en vigueur. Pour le Japon, il s'agissait de retrouver son indépendance, d'accroître sa sécurité en évitant d'importantes dépenses grâce à la protection américaine et également d'avoir accès au marché américain pour relancer son économie. Néanmoins, ce traité n'avait pas que des avantages pour Tokyo. En effet, ce traité fut négocié entre un vainqueur et une nation alors occupée. Le gouvernement japonais, qui n'avait jamais accepté de forces militaires étrangères sur son sol, était alors obligé d'accepter la présence de 260 000 membres du personnel militaire américain répartis sur quelques 2 800 bases à travers le pays[11].

En 1957, soutenu par l'augmentation du niveau de vie et un nouveau nationalisme, par une nouvelle génération d'étudiants « d'après-guerre » et par des intellectuels marxistes, les inégalités imposées par le traité américano-nippon commencèrent à faire naître une certaine instabilité au Japon. Les troupes américaines en place au Japon faisaient augmenter la criminalité et les accidents, sans compter que l'alliance avec les Etats-Unis était susceptible d'entraîner le Japon dans une guerre avec la Chine, la Corée du Nord ou encore l'Union soviétique. Le 19 janvier 1960, le Premier Ministre japonais Nobusuke Kishi et le secrétaire d'Etat américain Christian Herter signaient un traité historique. Traité ayant duré plus longtemps que n'importe quelle autre

[10] C'est sur cette base de l'article 9 de la consitution japonaise que la doctrine Yoshida fut élaborée. Du nom du Premier Ministre japonais de l'époque, Shigeru Yoshida, le principe de cette doctrine était de laisser aux Américains le soin de régler les affaires militaires permettant ainsi à Tokyo de développer l'économie du pays.

[11] *Foreign affairs*, « The United States-Japan secrutiy treaty at 50 », le 1 mars 2010, http://www.foreignaffairs.com/articles/66150/george-r-packard/the-united-states-japan-security-treaty-at-50, consulté le 5 avril 2013

alliance entre deux grandes puissances[12], celui-ci permettait à l'alliance américano-nippone de se rééquilibrer.

Résultant d'âpres négociations, ce traité engageait les Etats-Unis à défendre le Japon si celui-ci était attaqué. Il était également question du fait que Washington devait consulter le gouvernement japonais si des changements majeurs concernant le déploiement de troupes, d'équipements et l'utilisation de bases au Japon pour des opérations de combat étaient prévus.

A la fin des années 60', le Japon fut touché par de violentes manifestations contre la guerre américaine menée au Viêtnam. Les relations entre Tokyo et Washington se dégradèrent encore en 1971 alors que la balance commerciale entre les deux pays penchait en faveur du Japon. Le Président américain Richard Nixon porta préjudice à la relation avec le Japon via trois décisions. Premièrement, Henry Kissinger, alors conseiller à la sécurité nationale, fut envoyé à Pékin pour négocier un rapprochement avec la Chine. Ensuite, la décision de stopper la conversion du dollar en or causa une forte appréciation du Yen ce qui fit décroître les exportations japonaises dans le monde. Enfin, le Président Nixon imposa une taxe de 10 pourcents sur les importations venant du Japon. Ces mesures, connues aujourd'hui sous le nom de « Nixon Shocks », dégradèrent fortement l'image des Etats-Unis[13]. C'est ainsi que durant les années 80', divers éléments amenèrent le Japon à être considéré comme une plus grande menace que l'Union soviétique pour 57 pourcents des personnes ayant participées à un sondage organisé par Gallup en 1989[14].

A partir des années 90' et de la fin de la guerre froide, des évolutions majeures sont constatées. Celles-ci sont perçues par divers analystes chinois comme le fait que l'alliance soit une « excuse » pour que le Japon poursuive une politique sécuritaire plus active. Cette volonté de Washington de faire en sorte que la Japon redevienne une « nation normale » permettrait de contrebalancer l'émergence chinoise.

Après la guerre du Golfe de 1991, l'alliance américano-nippone se renforce. Le rapport Higuchi met alors en avant le fait que le Japon se doit de sortir de la sécurité passive dans laquelle il est alors engagé. En 1995, introduite dans la

[12] Nous parlons ici de la plus ancienne alliance entre deux Etats nations depuis le traité de Wesphalie de 1648 ce qui exclut le traité d'amitié entre le Portugal et l'Angleterre de l'époque en 1373.
[13] *Foreign affairs*, « The United States-Japan secrutiy treaty at 50 », le 1 mars 2010, http://www.foreignaffairs.com/articles/66150/george-r-packard/the-united-states-japan-security-treaty-at-50, consulté le 5 avril 2013
[14] Ibidem

United States Security Strategy for the East Asia-Pacific Region (rapport Nye), « l'initiative Nye », du nom de Joseph Nye, alors secrétaire adjoint à la défense, met en avant le fait qu'il est clair pour les Etats-Unis qu'aucun désengagement politique ou sécuritaire de la région n'est envisagé impliquant *de facto* que la coopération en matière de sécurité soit accrue avec le Japon. Ce même rapport fait également état du fait que 100 000 hommes seront maintenus sur le sol japonais[15]. En 1996, le Président américain Bill Clinton et le Premier Ministre japonais Hashimoto rendent publique l'*US-Japan Joint Declaration on Security*, déclaration qui réaffirme les liens sécuritaires unissant les deux pays depuis 1960. Cette déclaration est officiellement implémentée en 1997 dans l'*US-Japan Defense Cooperation Guidelines*. En accord avec ces lignes directrices, le Japon considère les Etats-Unis comme essentiels à la croissance du pouvoir politique japonais dans le monde. Dans le même temps, Washington considère Tokyo comme un partenaire essentiel dans la stratégie américaine en Asie-Pacifique. Le statut du Japon dans son alliance avec les Etats-Unis passe alors progressivement de celui de « protégé » à celui de « partenaire ». Cependant, l'administration Clinton ne prône pas la révision de la constitution japonaise et principalement la révision de l'article 9 ce dernier interdisant au Japon l'utilisation de la guerre comme moyen de régler un différend international.

Etant le fondement même de la limitation de la souveraineté militaire du pays, l'article 9 de la Constitution japonaise mérite que l'on s'y attarde quelque peu. Cet article imposé par les Etats-Unis est à la base du pacifisme japonais. L'objectif de l'époque était bien entendu de figer cet article et de faire en sorte qu'il ne puisse être modifié qu'en remplissant de nombreuses conditions. Techniquement, le premier rempart à toute modification de cet article est la présence de l'article 96 qui précise les modalités de vote pour la modification de la Constitution entrée en vigueur en 1947. Cet article précise que « *les amendements doivent être introduits à l'initiative de la Diète (le Parlement bicaméral) par un vote des deux tiers aux moins de tous les membres de chaque chambre* »[16]. Ensuite, les amendements se doivent d'être approuvés par référendum avec une majorité des suffrages exprimés ou en même temps que les élections[17].

Concernant l'article 9 lui-même, celui-ci stipule qu' « *aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la*

[15] HYUN-WOOK Kim, « Substantiating the cohesion of the post-cold war US-Japan alliance », *Australian Journal of International Affairs*, 2011, p.340
[16] *LeMonde.fr*, « Le premier ministre japonais veut réformer sa Constitution », le 31 janvier 2013, http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/01/31/le-premier-ministre-japonais-veut-reformer-sa-constitution_1825107_1492975.html, consulté le 10 mai 2013
[17] Ibidem

guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux ». « *Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu* »[18]. Nous voyons à quel point cet article constitutionnel est particulièrement restrictif et infondé pour bon nombre de nationalistes japonais compte tenu de la situation militaire en mer de Chine orientale notamment. Bien entendu, le simple fait d'amender la Constitution japonaise et plus particulièrement cet article 9, peut-être perçu comme une menace pour un pays comme la Chine. Ce qui ne signifie pas pour autant que Tokyo en ait l'intention à ce jour, au Japon de pouvoir régler ses différends conflits notamment territoriaux par l'usage de moyens militaires.

Pour l'administration Bush, les priorités sont compilées dans l'*Armitage Report* d'octobre 2000, celui-ci mettant en avant le fait que le rôle du Japon dans les relations transpacifiques doit être accru. Ce rapport déclare notamment que les interdictions militaires imposées au Japon sont une contrainte pour la coopération au sein de l'alliance[19]. L'objectif est alors que les liens avec le Japon se basent sur le modèle de la relation entre Londres et Washington. En juin 2001, James Kelly alors Secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie de l'Est et le Pacifique déclarait que « *pour les prochaines années, nous espérons construire avec le Japon un dialogue stratégique renforcé comprenant les questions économiques et de sécurité, un dialogue construit sur la base de nombreuses croyances et points de vue que nous partageons avec le Japon et qui exploite le plein potentiel de notre alliance* »[20].

A la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, le Premier Ministre Koizumi déclarait que « *nous, Japonais, sommes derrière les Etats-Unis pour combattre le terrorisme* »[21]. C'est ainsi que le gouvernement japonais fit adopter une loi permettant aux forces d'auto-défense japonaise de fournir une aide aux Etats-Unis et de protéger les installations américaines installées au Japon. La coopération militaire s'est également vue renforcée par la décision japonaise de mettre en place un système de défense anti-missiles ce qui nécessite

[18] Ibidem
[19] Voir Institute for National Strategic Studies (INSS), National Defense University, « The United States and Japan : advancing toward a mature partnership », *INSS Special Report*, Octobre 2000, http://www.state.gov/p/eap/rls/rm/2001/3677.htm
[20] KELLY James, « U.S. policy in East Asia and the Pacific : challenges and priorities », testimony before the House Committee on International Relations, Subcommittee on East Asia and the Pacific, juin 2001, http://2001-2009.state.gov/p/eap/rls/rm/2001/3677.htm, consulté le 13 avril 2013
[21] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.341

l'intégration des systèmes de commandements, de contrôle et de communication des deux pays comme nous le verrons par la suite. C'est également dans cette volonté de faire du Japon un allié militaire stratégique dans la région d'Asie-Pacifique que Tokyo accepta d'accueillir les sièges des forces terrestres, aériennes et navales américaines dans la région. Il est donc important de noter que suite aux efforts de l'administration Bush et à l'activisme du Premier Ministre japonais de l'époque, Junichiro Koizumi, la relation bilatérale de sécurité entre les deux pays est encore renforcée. Comme le notait le Vice-Président américain Dick Cheney en 2004, « *aujourd'hui, notre alliance est bien plus qu'un simple pacte de sécurité. Il s'agit d'un partenariat global permettant de promouvoir notre vision commune, de résoudre des conflits et de relever des défis où qu'ils surgissent* »[22].

Bien que mise à l'épreuve par l'émergence chinoise dans la région et une économie nippone stagnante, cela se manifestant notamment par le fait que la Chine soit devenue la deuxième économie mondiale passant devant le Japon, la relation entre Tokyo et Washington reste intacte. La continuité de cette relation stratégique majeure a notamment été mise en avant dans le *Quadriennal Defense Review* de 2006 où l'expression de « solidarité stratégique » y est employée[23]. L'ancien président américain George W. Bush parlait également de « pierre angulaire de la sécurité et de la paix »[24]. Bien qu'après huit ans d'une administration Bush peu présente en Asie orientale, le Japon fut rapidement rassuré de voir que l'ancien Premier Ministre Taro Aso fut le premier dirigeant étranger reçut à la Maison-Blanche suite à l'élection du Président Obama. Cette réaffirmation des liens entre les deux pays reste d'actualité avec notamment une rencontre entre le Premier Ministre Abe et le Président Obama quand ce dernier déclarait le 22 février 2013 que « *Japan is one of our closest allies, and the U.S.-Japan alliance is the central foundation for our regional security and so much of what we do in the Pacific region* »[25].

[22] Office of the Vice President, The White House, « Remarks by the Vice President at the Washington Post-Yomiuri Shimbun Symposium », Tokyo, avril 2004, http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/04/20040413.html, consulté le 14 avril 2013
[23] *Quadriennal Defense Review Report*, Washington D.C. : Département de la défense, 2006, 92p.
[24] COURMONT Barthélémy, *op.cit*., p.142
[25] The New York Times, « Japan and United States reaffirm their close ties », le 22 février 2013, http://www.nytimes.com/2013/02/23/world/asia/japan-and-united-states-reaffirm-their-close-ties.html?pagewanted=all&_r=0, visité le 23 février 2013.

1.3. La notion d'alliance et ses implications géopolitiques

Nous venons de le voir, les discours des deux gouvernements montrent clairement qu'entre 1990 et nos jours, la relation bilatérale entre Tokyo et Washington n'a pas cessé d'évoluer. Ce cadre politico-militaire posé, nous pouvons maintenant entrer dans l'étude géopolitique de la présence américaine au Japon et plus généralement dans la région d'Asie orientale.

Tout d'abord, il est important de noter que la relation entre les deux pays est fondée sur une alliance. Selon Holsti et *al*, le concept de la cohésion via une alliance est « la capacité des partenaires de l'alliance à se mettre d'accord sur des objectifs, une stratégie, une tactique et de coordonner leurs activités vers une même fin »[26]. Pour mesurer la cohésion d'une alliance, deux éléments doivent être pris en compte, le comportement et l'attitude. Dès lors, la cohésion de l'alliance se définie comme « *la capacité des alliés à définir des objectifs, des valeurs et des stratégies communs (attitude) et de coordonner leurs activités en fonction des fins découlants de cette attitude (comportement)* »[27].

1.3.1. L'attitude au sein de l'alliance

Plus concrètement, commençons par la composante « attitude » en mettant en avant l'homogénéité des objectifs poursuivis par l'alliance américano-nippone. De nombreux exemples plus anciens existent[28], mais nous allons ici nous concentrer sur des éléments plus contemporains. Depuis la fin des années 90' et plus spécialement après les attaques du 11 septembre 2001, les objectifs de l'alliance ont convergés, notamment avec le fait que la portée de la sécurité japonaise soit passée d'un niveau régional à un niveau global. En octobre 2005, les deux pays ont défini leurs rôles, leurs missions et les capacités des forces d'auto-défense japonaise et des forces armées américaines. Dans une déclaration commune des secrétaires d'Etat et de la défense américains Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld et des ministres japonais des affaires étrangères et de la défense, Machimura et Ohno, intitulée *US-Japan Alliance : Transformation and Realignment for the Future*, « *la défense du Japon, les réponses aux*

[26] HOLSTI R. Ole, HOPMANN P. Terrence, SULLIVAN John, *Unity and disintegration in international alliances : comparative studies*, New York : Wiley, 1973, 293p.
[27] Ibidem
[28] Nous pouvons par exemple citer la période de guerre froide durant laquelle la sécurisation de la région d'Asie orientale était un priorité ou la question des tirs de missils nord-coréesn en 1993 et 1994.

nouvelles menaces et les efforts pour améliorer la sécurité internationale sont une participation aux activités de coopération pour la paix internationale »[29].

Le second élément de cette première composante mis en avant est celle de la perception d'une menace commune au sein de l'alliance. Au début des années 90', le département américain de la défense a listé 10 menaces pour la sécurité en Asie-Pacifique. Au sommet de cette liste se trouvaient la Corée du Nord, la Chine, les îles Spratly,…autant d'éléments qui nous montrent aujourd'hui toute la pertinence de cette liste aux vues de l'actualité. La principale menace dans la région venait des essais nord-coréens de missiles Rodong-1 à moyenne portée, missiles qui pouvaient alors potentiellement toucher le sol nippon. De plus, les médias américains s'emparèrent de la situation en déclarant que des missiles nord-coréens pourraient toucher le sol américain dès les années 2000[30]. Enfin, l'administration Bush ne manqua pas de désigner la Corée du Nord comme faisant partie de « l'axe du mal » lors d'une intervention du Président américain en janvier 2002. Dans le même temps, le lancement d'un missile Taepodong en 1998 faisait passer Pyongyang au rang de menace principale pour la sécurité du Japon, passant ainsi devant l'éternel ennemi de Tokyo, la Chine. En 2005, dans le *National Defense program Guideline*, le Japon percevait la Corée du Nord comme un facteur majeur de déstabilisation[31].

L'actualité de ces derniers mois montre clairement que la menace nord-coréenne figure toujours au plus haut des préoccupations comme le montre le récent déploiement de missiles Patriot au centre de Tokyo[32]. Cette convergence de vue entre Washington et Tokyo permet aux deux alliés de coopérer en vue de dissuader le régime nord-coréen de tenter toute attaque sur le sol nippon ou américain.

Concernant la Chine, une perception commune s'est développée au Japon et aux Etats-Unis renforçant ainsi la cohésion de l'alliance. En 2006, le ministre japonais des affaires étrangères Aso Taro déclarait que « *la Chine est un pays voisin avec des bombes nucléaires et des dépenses militaires croissantes depuis plus de 12 ans. Cela devient une menace considérable* »[33]. D'un autre côté, la Chine était perçue comme un partenaire comme le déclarait l'ancien Premier Ministre Junichiro Koizumi :

[29] *US-Japan Alliance : Transformation and Realignment for the Future*, Tokyo : ministère japonais des affaires étrangères, octobre 2005
[30] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.346
[31] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.348
[32] *Le Monde.fr*, « Corée du Nord : le Japon déploie des missiles Patriot », le 9 avril 2013, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/video/2013/04/09/coree-du-nord-le-japon-deploie-des-missiles-patriot_3156626_3216.html, consulté le 10 avril 2013
[33] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.348

« *je ne suis pas d'accord avec le fait que la Chine soit une menace. La forte croissance de l'économie chinoise ne signifie pas nécessairement que la Chine représente une menace militaire* »[34]. L'attitude japonaise envers la Chine est donc pour le moins équivoque allant de la coopération à la compétition, se référant à la doctrine de « cold politics, hot economics »[35]. De la même manière, du côté américain, la Chine est tout d'abord perçue comme une menace. Récemment, la version 2010 du Quadrennial Defense Review Report indiquait que « *China is developing and fielding large numbers of advanced medium-range ballistic and cruise missiles, new attack submarines equipped with advanced weapons, increasingly capable long-range air defense systems, electronic warfare and computer network attack capabilities, advanced fighter aircraft, and counter-space systems. China has shared only limited information about the pace, scope, and ultimate aims of its military modernization programs, raising a number of legitimate questions regarding its long- term intentions* »[36]. D'un autre côté, tout comme pour le Japon, Washington pense que la Chine pourrait devenir un acteur responsable de la communauté internationale[37]. Cela provient du fait que la croissance économique et militaire de la Chine fait de ce pays un acteur aujourd'hui incontournable pour la région d'Asie-Pacifique mais également pour tout le système international : « *China's growing presence and influence in regional and global economic and security affairs is one of the most consequential aspects of the evolving strategic landscape in the Asia-Pacific region and globally. In particular, China's military has begun to develop new roles, missions, and capabilities in support of its growing regional and global interests, which could enable it to play a more substantial and constructive role in international affairs* »[38]. Nous le voyons donc clairement, l'alliance américano-nippone est renforcée par l'attitude des deux pays de par le fait qu'ils ont des objectifs communs et la perception d'une menace commune.

[34] Ibidem
[35] KANG David, *China rising : peace, power, and order in East Asia*, New York : Columbia university press, 2007, 296p.
[36] *Quadriennal Defense Review Report*, Washington D.C. : Département de la défense, 2010, p.31
[37] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.347
[38] *Quadriennal Defense Review Report*, Washington D.C. : Département de la défense, 2010, p.60

1.3.2. Le comportement au sein de l'alliance

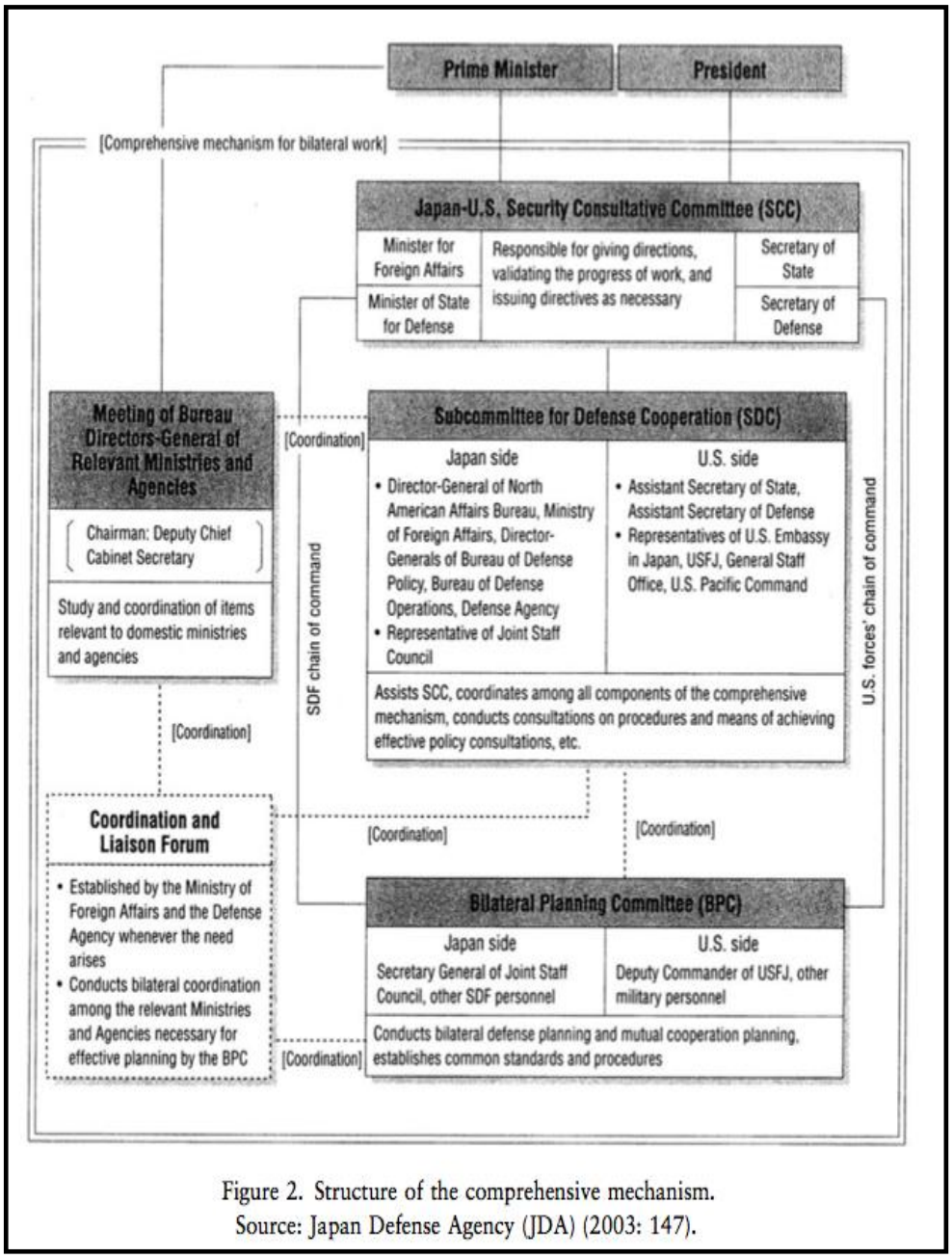


Figure 2. Structure of the comprehensive mechanism.
Source: Japan Defense Agency (JDA) (2003: 147).

La seconde composante de la cohésion de l'alliance est celle du « comportement ». Nous entrons ici davantage dans des considérations stratégique et militaire. Bien que ce soit à partir de 1978 que le Japon décide de se joindre à des exercices militaires avec les Etats-Unis, nous resterons concentrés ici sur les évolutions du 21ème siècle. A partir de 2001, les réflexions américaines concernant la politique étrangère se basent sur trois

éléments : la lutte contre le terrorisme et les tyrans, la préservation de la paix via de bonnes relations avec d'autres grandes puissances et la promotion de la paix par l'encouragement et la défense de sociétés libres et ouvertes. Lorsque Washington proposa cette nouvelle orientation en 2004, la réaction fut mitigée au Japon car cela pouvait « *dépasser les interprétations existantes des limites géographiques et fonctionnelles du traité de sécurité américano-nippon en Asie orientale* »[39]. Néanmoins, tous ces éléments furent négociés et adoptés dans le United States-Japan Roadmap for Realignment Implementation de mai 2006[40]. Jusqu'à aujourd'hui, ces mesures ont permis de renforcer l'alliance car le Japon permet ainsi aux Etats-Unis d'élargir leur stratégie militaire en Asie-Pacifique.

Le second élément concernant le comportement au sein de l'alliance qui retient notre attention est celui de la structure de commandement. Depuis la signature du Traité de sécurité entre les deux pays en 1960, l'article 4 de ce traité stipule que : « *The Parties will consult together from time to time regarding the implementation of this Treaty, and, at the request of either Party, whenever the security of Japon or international peace and security in the Far East is threatened* ». A la suite de bon nombre d'évolutions, la structure de consultation entre les deux pays est aujourd'hui composée de quatre organisations : le Security Consultative Committee (SCC), le Security Subcommittee (SSC), le Security Consultative Group (SCG) et le Subcommittee for Defense Cooperation (SDC)[41]. Le niveau ministériel du SCC est le plus haut niveau de commandement représenté par le ministre des affaires étrangères et de la défense du côté japonais et par le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire à la défense du côté américain. Les principales questions traitées par ces organismes de commandement militaires sont le renforcement du traité de sécurité, les menaces pour la sécurité nationale du Japon, les menaces régionales en Asie orientales pouvant affecter la sécurité du Japon et des Etats-Unis et enfin les questions pouvant amener un renforcement de la coopération entre les deux pays[42]. La coordination militaire de ces quatre organismes a été formalisée en établissant deux mécanismes de coopération et de coordination : une approche compréhensive (figure ci-dessus) et un mécanisme de coordination bilatérale.

---

[39] HUGHES Christopher, « Japanese military modernization : in search of a "normal" security role », *Strategic Asia 2005-06 : Military Modernization in an Era of Uncertainty*, 2005, p.123

[40] *United States-Japan Roadmap for Realignment Implementation*, Tokyo : Ministère japonais des affaires étrangères, 2006, 8p.

[41] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.351

[42] PAIK Bong Jong, « Comparison of the US-Korea Defense Treaty and the US-Japan Security Treaty », *HanGukgwa Gukje Jongchi*, 1985, pp.1-34

En 2007, le Ministère des affaires étrangères japonais s'exprimant ainsi pour expliquer l'approche compréhensive : « *the two governments will develop a comprehensive mechanism for bilateral planning and the establishment of common standards and procedures, involving not only US Forces and the* [japanese] *Self-Defense Forces but also other relevant agencies of their respective Governments… The SCC will continue to play an important role for presenting policy direction to work to be conducted by this mechanism… The SDC will assist the SCC in bilateral work* »[43]. Concernant le mécanisme de coordination bilatérale, « *involving relevant agencies of the two countries to coordinate respective activities in case of an armed attack against Japan and in situation in areas surrounding Japan… As part of such a bilateral coordination mechanism, US Forces and the* [japanese] *Self-Defense Forces will prepare under normal circumstances a bilateral coordination center* »[44].

Bien que toujours d'actualité, ces mécanismes ont été affectés par deux changements majeurs d'ordre matériel. Premièrement, le quartier général de l'armée américaine à Camp Zama, une base militaire situé à 40 kilomètres de Tokyo, a été transformé en une « *joint task force-capable headquarters with high mobility and readiness* » pour reprendre les termes l'agence de la défense japonaise de 2006[45]. Cela a été formalisé par la signature d'une déclaration commune concernant le déplacement du quartier général des Forces de réaction rapide japonaises vers cette base américaine[46] [47]. Ce transfert permet d'intensifier l'interopérabilité entre les forces armées japonaises et américaines, renforçant ainsi la crédibilité et l'efficacité de l'alliance entre les deux pays. Deuxièmement, le centre de commandement des forces d'auto-défense aérienne japonaise (JASDF pour *Japan Air Self-Defense Force*) a été déplacé sur la base aérienne américaine de Yokota et est opérationnelle depuis mars 2012[48]. Cette relocalisation permet notamment une meilleure coordination pour l'utilisation des systèmes anti-missiles sachant que le laps de temps pour rendre un système anti-missiles opérationnel face à une attaque est extrêmement réduit. Une

[43] HYUN-WOOK Kim, *op.cit*., p.352-353
[44] *Guidelines for Japan-US Defense Cooperation*, Tokyo : Minstère japonais des affaires étrangères, 1997
[45] *Defense of Japan 2006*, Tokyo : Ministère de la défense, 2006
[46] Ces forces misent en place en mars 2007 font partie intégrante des forces terrestres d'autodéfense japonaises (plus connues sous l'acronyme JGSDF pour *Japan Ground Self-Defense Force*).
[47] *Xinhuanet.com*, « Japan's CRF headquarter to move to U.S. base in Japan », le 25 mars 2013, http://news.xinhuanet.com/english/photo/2013-03/25/c_132261151.htm, consulté le 12 avril 2013
[48] *The Japan Times*, « ASDF command now at Yokota base », le 27 mars 2012, http://www.japantimes.co.jp/news/2012/03/27/national/asdf-command-now-at-yokota-base/#.UWfxwb9ZmVA, consulté le 12 avril 2013

coordination accrue permet donc d'augmenter la capacité de dissuasion de l'alliance ce qui, selon les mots du secrétaire générale de la JASDF, Haruhiko Kataoka, « est extrêmement important dans le cadre de l'alliance sécuritaire américano-nippone »[49].

1.4. Les aspects militaires

De nos jours, se sont près de 50 000 militaires américains qui sont présents sur le sol nippon ce qui permit à plusieurs reprises d'utiliser le qualificatif de « porte-avions immobile du Pacifique »[50] pour parler du Japon. Comme nous l'avons vu précédemment, la relation entre Tokyo et Washington a fortement évoluée entre la fin de la seconde guerre mondiale, la guerre froide et la période post-guerre froide. Il s'agit donc aujourd'hui de parvenir à un rééquilibrage de l'alliance.

Cela se manifeste notamment, depuis 1996, par le fait que le Japon assure sa propre défense et fournit une assistance aux forces américaines dans la région. Les forces d'auto-défense (FAD) participent également à différentes opérations de maintien de la paix de l'ONU ce qui permit au Japon de soutenir les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme en intervenant dans l'Océan Indien en 2001 et en Irak en 2003[51]. Ce nouveau profil militaire japonais a permis de renforcer le caractère stratégique du partenariat nippo-américain suite aux négociations menées entre 2004 et 2006. Ce profil passe principalement par une plus grande participation du Japon aux efforts de défense tout en permettant aux Etats-Unis d'avoir une position stratégique dominante dans la région. En effet, la déclaration commune des deux Etats en février 2005 met en exergue le fait que l'alliance américano-nippone n'a plus simplement pour objet des considérations défensives mais également une vocation plus globalisante.

Au-delà de cette réorientation du rôle des deux armées, le gouvernement japonais a notamment accueilli de manière positive le *New Strategic Guidance* du département de la défense américaine publié en janvier 2012, ce dernier mettant en avant la volonté américaine de rebalancer les priorités défensives vers la région d'Asie-Pacifique et également d'impliquer davantage la

[49] Ibidem
[50] COURMONT Barthélémy, *Géopolitique du Japon*, Perpignan : Editions Artège, 2010, p.144
[51] KLIMAN Daniel M., *Japan's security strategy in the post-9/11 world : embracing a new realpolitik*, Wesport, Conn. : Praeger, 2006, 224p.

diplomatie américaine dans la région. Afin de rendre effectif ce « pivot asiatique » entamé par l'administration Obama, le *Joint Statement of the Security Consultative Committee* d'avril 2012, signé par la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, le secrétaire à la défense Léon Panetta et leurs homologues Gemba et Tanaka, comprend divers éléments intéressants mettant en avant un repositionnement stratégique américain sur le sol nippon. La volonté première américaine est de maintenir une importante présence militaire incluant le Corps de Marines sur l'île d'Okinawa, cela permettant la défense du Japon ainsi que d'être en possession d'une force de dissuasion permettant de maintenir la paix et la sécurité dans la région. Plus concrètement, le SCC a procédé à un ajustement de la composition du corps des Marines à Okinawa et sur l'île de Guam. Ces ajustements permettent notamment d'accroître l'interopérabilité entre les forces américaines et les forces d'auto-défense japonaise ainsi que le développement de l'île de Guam comme un *hub* stratégique[52]. De plus, la *Marine Air-Ground Task Forces* (MAGTF) faisant partie du Corps des Marines va être relocalisée à Okinawa, Guam, Hawaï et également en Australie. Cela permet à l'armée américaine d'être davantage présente dans la région pacifique, d'accroître sa capacité de dissuasion et également de pouvoir répondre rapidement à toute situation pouvant menacer la sécurité dans la région.

Cela s'inscrit également dans l'optique de voir le Japon développer sa propre défense nationale et ainsi permettre aux Etats-Unis de se repositionner de manière à assurer la sécurité dans la région. En effet, la volonté américaine est aujourd'hui de voir ses alliés pouvoir s'auto-suffire d'un point de vue militaire. Le SSC a également confirmé que ce sont approximativement 9 000 Marines qui sont déplacés vers des bases militaires en-dehors du territoire japonais. L'île d'Okinawa reste néanmoins stratégique de par la présence des quartiers généraux de la *Marine Expeditionary Force* (*MEF*), de la *Marine Aircraft Wing*, de la *Marine Logistics Group* et de la 31ème *Marine Expeditionary Unit*. Cette présence américaine sur l'île d'Okinawa n'a pas manqué d'agiter les médias faisant naître une véritable polémique et de vives critiques émanant de la population japonais. Les causes de ces tensions viennent principalement de la présence de la base de Futenma. Cette base militaire américaine, située au beau milieu de la ville de Ginowan s'étend sur quelques 480 hectares ce qui représente environ un quart de la superficie totale de la ville. La présence de cette base est une

[52] Pour davantage d'informations concernant la position stratégique de l'île de Guam, voir *STRUYE DE SWIELANDE Tanguy*, « The Reassertion of the United States in the Asia-Pacifique Region », *Parameters, printemps 2012, pp. 75-89*

source de pollution, de nuisances sonores et de dangers comme en témoigne déjà le fait qu'un hélicoptère américain se soit écrasé dans une cour d'école de la ville[53].

Les tensions sont encore montées d'un cran depuis le 1er octobre 2012 alors que les Américains ont commencé à déployer leurs avions à décollage vertical dits « Ospreys » dans le cadre d'opérations militaires suite à l'exacerbation des tensions entre le Japon et la Chine concernant les îles Senkaku/Diaoyu[54]. Bien entendu, la présence militaire américaine reste stratégique pour les Etats-Unis dans leur optique de présence soutenue en Asie-Pacifique afin de contrer l'émergence chinoise. Des solutions alternatives ont été évoquées telles que le remblai du district de Henoko afin de pouvoir relocaliser la base de Futenma. Le gouverneur d'Okinawa s'oppose fermement au déplacement de la base Futenma vers Henoko dans une zone riche en récifs coraliens et abritant des dudongs, des mammifères marins protégés par la Convention de Washington sur les faunes et flores en voie de disparition[55]. Néanmoins, lors de la conférence du budget de la Chambre des conseillers qui s'est tenue le 20 février 2013, le Premier Ministre Shinzo Abe a fait savoir que « *à l'heure actuelle, aucune décision n'a été prise pour définir une date concrète à cette demande* [de remblai] »[56].

Découlant directement de ces remaniements, le gouvernement américain s'emploie à établir une présence opérationnelle du Corps des Marines sur l'île de Guam. Cela passe par la présence du quartier général de la 3ème *Marine Expeditionary Brigade Head quarters*, la 4ème *Marine Regiment* et des éléments d'aviations et de support terrestre de la *Marine Expeditionary Force.* Cela représente aujourd'hui approximativement 5 000 membres du personnel militaire américain présents sur l'île de Guam. Ce nouveau *hub* stratégique qu'est Guam a un coût estimé à 8,6 milliards de dollars durant l'année 2012[57] ce

[53] *Rfi.fr*, « Okinawa : désacords autour d'une base aérienne américaine », le 26 février 2012, http://www.rfi.fr/ameriques/20120226-okinawa-desaccords-autour-une-base-aerienne-americaine-futenma, consulté le 8 mai 2013
[54] *LeMonde.fr*, « Okinawa : les Etats-Unis déploient des avions controversés », le 1 octobre 2012, http://www.lemonde.fr/japon/article/2012/10/01/okinawa-les-etats-unis-deploient-des-avions-controverses_1768483_1492975.html, consulté le 8 mai 2013
[55] *Rfi.fr*, « Okinawa : désacords autour d'une base aérienne américaine », le 26 février 2012, http://www.rfi.fr/ameriques/20120226-okinawa-desaccords-autour-une-base-aerienne-americaine-futenma, consulté le 8 mai 2013
[56] *Japaninfos.com*, « La question de la base américaine à Okinawa reste en suspend », le 22 février 2013, http://www.japoninfos.com/la-question-de-la-base-americaine-a-okinawa-reste-en-suspend.html, consulté le 8 mai 2013
[57] *Joint Statement of the Security Consultative Committee*, Tokyo : Minstère japonais des affaires étrangères, 2012, 5p.

qui marque encore une fois l'intensification de la présence militaire du plus fidèle allié de Tokyo dans la région.

Au-delà de la problématique de la base de Futenma évoquée précédemment, la présence militaire américaine en Asie-Pacifique reste pour le moins significative. Notons tout d'abord la présence sur l'île de Hawaï et dans la préfecture japonaise de Kanagawa[58] des quartiers généraux de la IIIème et VIIème flotte de l'US Navy. A cela s'ajoute les Etats accueillant une ou plusieurs bases militaires américaines (en dehors d'un mandat international) tels que le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, Singapour, l'Australie et les îles Marshall[59]. Au-delà de cette présence militaire américaine, il existe une interdépendance économique concernant le matériel militaire. Ainsi, en 2008 et 2011, les Etats-Unis ont exporté pour 3 976 milliards de dollars d'armements vers la Corée du Sud, 3 249 milliards dollars vers l'Australie, 2 177 milliards de dollars vers Singapour ou encore 1 503 milliards de dollars vers le Japon[60].

Enfin, pour conclure sur les aspects militaires, rappelons que les Etats-Unis possèdent aujourd'hui 10 porte-avions en service contre un seul pour la Chine, ce dernier n'étant pas encore officiellement en service. Concernant les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et les sous-marins nucléaires d'attaques (SNA), l'U.S. Navy possède 14 SNLE et 51 SNA dont 9 en construction[61]. De son côté, la Chine n'a que 3 SNLE en sa possession[62]. Notons enfin que la Chine ne possède pas de croiseur, bâtiment qui, depuis la mise hors service au début des années 90 des cuirassés est le navire le plus important et le plus puissant après le porte-avions et le porte-aéronefs. De son côté, les Etats-Unis possèdent 22 bâtiments de type croiseur[63]. Plus globalement, les navires de guerre américains sont au nombre de 2 384 contre 972 pour la Chine à la fin de l'année 2011[64]. Nous voyons donc très nettement le poids militaire que représente les Etats-Unis dans leur alliance défensive vis-à-vis du Japon. Les bases militaires des deux pays combinées à l'énorme potentiel de leurs flottes ne peuvent certainement pas laisser Pékin indifférent. Attardons-nous maintenant sur les interactions entre ces trois puissances dans

[58] Le quartier général de la 7ème flotte se situe exactement dans la ville de Yokosuka se situant à environ 65km au sud de Tokyo.
[59] Diplomatie n°59, Paris, novembre-décembre 2012, p.65
[60] Ibidem
[61] Tous ces chiffres sont issus du site officiel de l'U.S. Navy, http://www.navy.mil, consulté le 25 juin 2013
[62] Les Grands Dossiers de Diplomatie n°12, Paris, décembre-janvier 2013, p. 50
[63] Les Grands Dossiers de Diplomatie n°10, Paris, août-septembre 2012, p.49
[64] Ibidem

le cadre régional de la mer de Chine orientale et voyons de quelle manière la Chine modernise sa marine et tente de contrer la puissance américano-nippone.

2. La mer de Chine orientale : la poudrière de l'Asie-pacifique

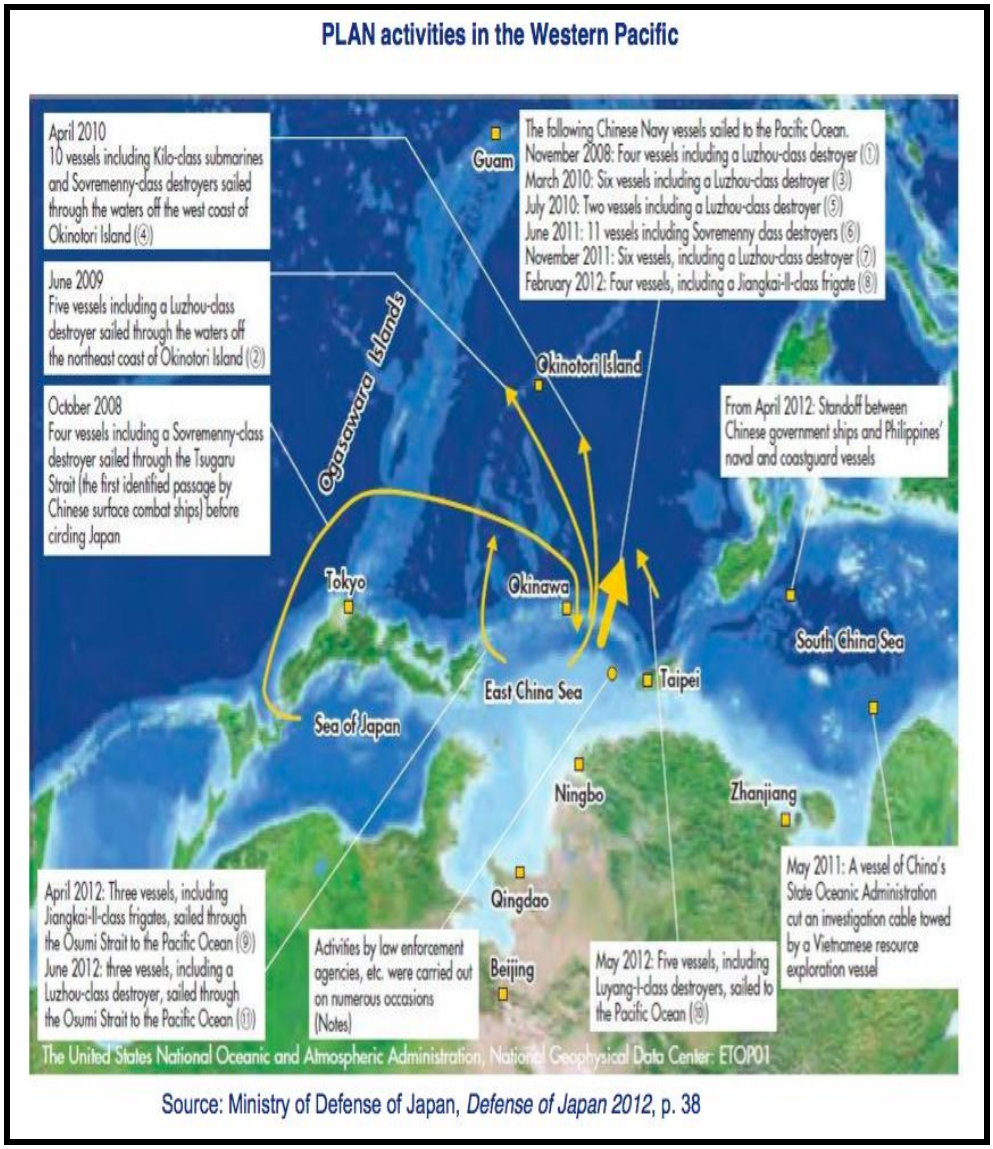
Cette deuxième partie de notre étude de cas vise à étudier de manière plus régionale l'interaction entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis. Le premier élément que nous allons mettre en exergue est le développement croissant de la marine militaire chinoise et la volonté de Pékin de pouvoir projeter sa puissance, notamment en Mer de Chine orientale.

Commençons par faire un état des lieux des dépenses militaires. Aujourd'hui, le budget militaire chinois atteint 166 milliards de dollars, soit plus du double du budget militaire japonais pour l'année 2012 avec 59.2 milliards de dollars[65]. Du côté américain, les dépenses militaires ont diminuées de 6% en termes réels en 2012 mais, avec 682.4 milliards de dollars, ce budget reste 69% plus élevé que le budget américain de 2001[66]. Nous voyons également que par rapport à 2011, le budget militaire américain a reculé de 6%, le budget japonais de 0.6% alors que le budget militaire chinois a cru de 7.8% entre 2011 et 2012[67]. Plus largement, entre 2003 et 2012, le budget militaire américain a augmenté de 32%, de 175% pour la Chine et a diminué de 3.6% pour le Japon. Enfin, vis-à-vis du PIB, les dépenses militaires représentent 4.4% pour les Etats-Unis, 2% pour la Chine et 1% pour le Japon[68] ce qui représente clairement une hausse par rapport à 2003.

Plus globalement les Etats-Unis représentent 39% des dépenses militaires mondiales, la Chine 9.5% et le Japon 3.4% pour l'année 2012[69] ce qui fait que plus de la moitié des dépenses militaires mondiales sont concentrées par trois pays pour le moins actif en Asie orientale et pacifique. Si l'on s'attarde sur les tendances régionales, les dépenses militaires ont augmentées de 5% en Asie

[65] SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/database/milex/ et IMF, World Economic Outlook Database, oct. 2012, http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/weodata/index.aspx
[66] FREEMAN-PERLO Sam, SKÖNS Elisabeth, SOLMIRANO Carina, WILANDH Helén *et alii*, « Trends in world military expenditure, 2012 », *SIPRI Fact Sheet*, avril 2013, p.1
[67] Ibidem
[68] International Monetary Fund (IMF), World Economic Outlook database, oct. 2012 *in* FREEMAN-PERLO Sam, SKÖNS Elisabeth, SOLMIRANO Carina, WILANDH Helén *et alii*, « Trends in world military expenditure, 2012 », *SIPRI Fact Sheet*, avril 2013, p.2
[69] Ibidem

orientale et de 6% en Asie du Sud[70], l'Asie et l'Océanie représentant alors quelques 385 milliards de dollars de dépenses militaire en 2012 (soit 22% des dépenses mondiales) et l'Amérique du Nord passant tout juste sous la barre des 700 milliards de dépenses[71] (soit 40% des dépenses mondiales).



Source: Ministry of Defense of Japan, *Defense of Japan 2012*, p. 38

Bien qu'extrêmement stratégique pour ses questions économiques, la région d'Asie-Pacifique et plus particulièrement d'Asie orientale l'est également pour les différentes stratégies terrestres et maritimes se développant. Aujourd'hui, l'alliance américano-nippone est face à la stratégie d'Anti-Access Area-Denial

[70] FREEMAN-PERLO Sam, SKÖNS Elisabeth, SOLMIRANO Carina, WILANDH Helén *et alii*, *op.cit*., p.5
[71] Id., p.4

(A2/AD) que la Chine souhaite mettre en place. Cette stratégie emploie de nombreux éléments militaires différents tels qu'une large flotte de sous-marins, des bases terrestres dans lesquelles stationnent des avions transportant des missiles anti-navires auxquelles peuvent être rajoutés des missiles balistiques pour cibler des navires en mouvement tel que le Dong-Feng 21 (DF-21)[72]. Cette stratégie d'A2/AD développée par la Chine et devant être contrée par les Etats-Unis et le Japon peut-être comprise au travers de deux concepts : *fortress fleet* et *fleet-in-being*[73].

Malgré ses quelques 14 500km de côtes[74], la Chine a toujours été une puissance terrestre avant d'être une puissance maritime, à l'inverse du Japon ayant toujours été influencé par sa situation insulaire et donc dépendante des mers. Le Japon voit notamment d'un mauvais œil le fait que la marine de l'Armée Populaire de Libération modernise ses moyens dans le contexte pour le moins sous tension des îles Senkaku/Diaoyu. Cette modernisation militaire initiée par la Chine, manifestant *de facto* le concept de *Fortress Fleet*, passe notamment par de nouvelles bases dans lesquelles sont stationnés des avions de combat équipés de missiles anti-navires et de missiles pouvant atteindre des flottes japonaises ou américaines déployées à plus d'une centaine de miles des côtes chinoises. A cela s'est ajouté le développement et l'implantation au sein des forces de la marine chinoise des missiles ballistiques anti-navires DF-21 permettant de cibler et d'engager des navires américains ou japonais en mouvements. Aujourd'hui, c'est presque toute la côte pacifique chinoise qui est militarisée et faisant partie intégrante de la forteresse militaire chinoise[75].

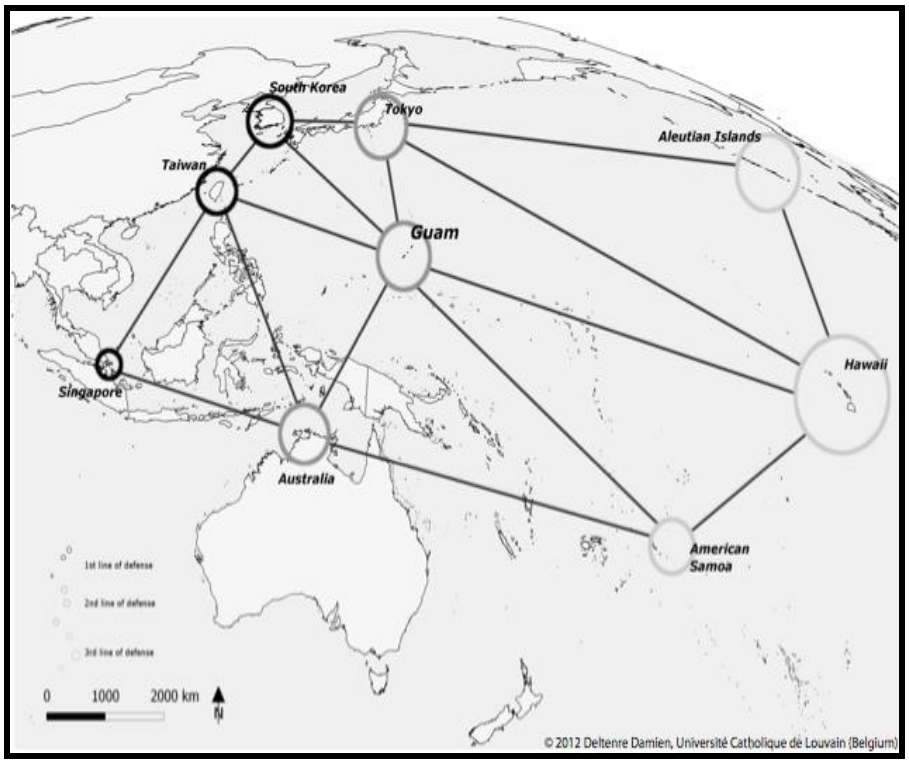
---

[72] KOTANI Tetsuo, « China's Fortress Fleet-in-Being and its Implications for Japan's Security », *Center for Asian Studies*, février 2013, 25p.

[73] Christian Le Mière explique la stratégie maritime chinoise avec le concept de *fleet-in-being* dans LE MIERE Christian, « America's Pivot to East Asia : The Naval Dimension », *Survival*, juin-juillet 2012, vol. 54, n°3, pp.81-94 ; James Holmes explique le concept de *Fortress fleet* dans HOLMES James, « A Fortress Fleet for China », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, été-automne 2010, pp.115-128

[74] The World Factbook, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html, consulté le 24 avril 2013

[75] HOLMES James, « A Fortress Fleet for China », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, été-automne 2010, p.123 *in* KOTANI Tetsuo, « China's Fortress Fleet-in-Being and its Implications for Japan's Security », *Center for Asian Studies*, février 2013, p.8



Source : STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, « The Reassertion of the United States in the Asia-Pacifique Region », Parameters, printemps 2012, pp. 75-89

Cette nouvelle dynamique engagée par les forces militaires chinoises prend tout son sens dans le cadre plus régional de l'Asie orientale. Dans son huitième livre blanc publié depuis 1998 selon l'agence officielle Chine nouvelle[76], la Chine met clairement en avant les enjeux de la région et réaffirme la menace que constitue l'armée américaine dans la région en gardant de nommer explicitement celle-ci. Ce document qui, officiellement s'apparente à une opération de transparence pour l'armée chinoise souvent critiquée pour le flou entourant ses effectifs et son budget, est en réalité un moyen de faire comprendre à ses rivaux stratégiques dans la région quelles sont les volontés de Pékin et quels sont les moyens dont elle dispose.

Tout d'abord, bien que cela ne soit jamais dit explicitement dans le document, la Chine fait clairement comprendre que les Etats-Unis sont responsables des tensions croissantes dans la région, notamment de par le renforcement de leurs alliances avec la Japon et la Corée du Sud. C'est ainsi que le document indique

[76] *Le Monde.fr*, « La Chine révèle la structure de son armée », le 16 avril 2013, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/04/16/operation-transparence-pour-l-armee-chinoise_3160600_3216.html?xtmc=transparence_chine&xtcr=5, consulté le 24 avril 2013

« *some country has strengthened its Asia-Pacific military alliances, expanded its military presence in the region, and frequently makes the situation tenser* »[77]. Le document permet également d'avoir une idée chiffrée des effectifs de l'armée chinoise. L'armée de terre comprend un total de 850 000 hommes répartis dans sept régions que sont Pékin, Nankin, Chengdu, Guangzhou, Shenyang, Lanzhou et Jinan[78]. La marine possède 235 000 hommes pour ses trois flottes (Nord, Est et Sud) et peut notamment compter sur son premier porte-avions[79] qui n'est pas encore entré officiellement en service, celui-ci étant appelé à être secondé par un autre modèle de fabrication chinoise[80]. Quant à l'aviation, elle compte 398 000 hommes dans ses rangs. Nous le voyons donc clairement, cet accroissement des capacités militaires chinoises s'oppose directement à l'alliance américano-nippone. Cette attitude chinoise pousse des pays tels que le Japon et la Corée du Sud dans les bras de leur allié américain, ces pays renforçant leur alliance avec Washington.

Le point de vue régional que nous adoptons ici nous permet également de voir très clairement que la première ligne de défense chinoise dont nous avons parlé précédemment, au-delà de laquelle Pékin souhaite pouvoir projeter ses troupes, rencontre la troisième ligne de défense des Etats-Unis, celle-ci reliant Tokyo, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour. A cela s'ajoute bien évidemment la volonté chinoise de rendre effective sa stratégie d'A2/AD en deçà de sa première ligne défense, lui permettant ainsi de contrôler son environnement maritime direct. Cette volonté de contrôler la zone allant des côtes chinoise à la première ligne de défense manifeste la volonté de Pékin de faire éclater la troisième ligne de défense américaine via sa stratégie d'A2/AD. D'un point de vue militaro-stratégique, cette stratégie comprend plusieurs caractéristiques appliquées contre l'alliance américano-nippone. Premièrement, il est assez trivial de comprendre que la volonté chinoise est d'empêcher d'être étouffée sur son territoire et d'empêcher les forces américaines et nippones de pouvoir agir dans cette zone[81]. Cela passe, comme nous l'avons vu, par le

[77] The New York Times, « Chine Suggests U.S. Is Stirring Tensions in Asia-Pacific Region », le 16 avril 2013, http://www.nytimes.com/2013/04/17/world/asia/china-suggests-us-is-stirring-tensions-in-asia.html?_r=0, consulté le 24 avril 2013
[78] *The Diversified Employment of China's Armed Forces*, Beijing : Information Office of the State Council, 2013
[79] Ibidem
[80] *Le Monde.fr*, « Pékin va se doter d'un deuxième porte-avions », le 24 avril 2013, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/04/24/pekin-va-se-doter-d-un-deuxieme-porte-avions_3165124_3216.html, consulté le 25 avril 2013
[81] WISHIK LEE Anton, « An Anti-Access Approximation : The PLA's Active Strategic Counterattacks on Exterior Lines », *China Security*, n°19, 2011, p.38

développement de moyens militaires conséquents visant à dissuader les forces de l'alliance américano-nippone. L'enjeu des îles Senkaku/Diaoyu s'inscrit parfaitement de cette volonté chinoise de restreindre l'espace dans lequel les forces militaires étrangères peuvent manœuvrer afin de minimiser l'implication américaine dans cette dispute territoriale. Le second élément qu'il est important de mettre en avant est que cette stratégie d'A2/AD n'est pas uniquement développé pour des conflits armés. En effet, cette stratégie s'inscrit dans la stratégie militaire nationale et donc celle-ci est utilisée durant les périodes de paix[82]. Enfin, bien que cette question ne sera pas approfondie, il est intéressant de noter que cette stratégie s'établit dans une optique militaire asymétrique, la Chine étant bien consciente de son actuelle infériorité militaire face au Japon et aux Etats-Unis[83].

Bien entendu, c'est stratégie chinoise d'A2/AD dans les mers entourant le territoire chinois s'inscrit tout d'abord dans la défense du territoire face aux marines étrangères. Néanmoins, partant du fait que cette stratégie a pour objectif premier de défendre ce que la Chine défini comme ses « *core interests* », le fait que le ministre chinois des affaires étrangères, Hua Chunying, ait déclaré lors d'une conférence de presse le 26 avril 2013 que « *The Diaoyu Islands are about sovereignty and territorial integrity. Of course, it's China's core interest* »[84] met clairement en avant le fait que les ambitions chinoises sortent du territoire national. Comme nous l'avons mentionné précédemment, la volonté américaine et japonaise est de faire en sorte que la Chine reste avant tout une puissance terrestre. La puissance maritime américano-nippone s'oppose aujourd'hui directement à la puissance chinoise qui souhaite projeter sa puissance. De manière encore plus flagrante, la présence américaine au Japon, en Corée du Sud, aux Philippines et à Singapour montre à quel point l'actuelle position de la Chine lui est défavorable. De plus, les récentes activités sur la péninsule coréenne n'ont fait que pousser les pays d'Asie orientale dans les bras de Washington, cherchant chez leur allié américain une force de dissuasion vis-à-vis de pays dissidents tels que la Corée du Nord ou la Chine. L'alliance américano-nippone se présente aujourd'hui comme la plus approfondie et la plus performante alliance dans la région permettant de jouer un rôle stabilisateur. Les récentes élections américaine et japonaise et la mise en place du nouveau politburo chinois nous permet d'estimer aujourd'hui que la

[82] Ibidem
[83] Ibidem
[84] *The Japan Times*, « China officially labels Senkakus a 'core interest' », le 27 avril 2013, http://www.japantimes.co.jp/news/2013/04/27/national/china-officially-labels-senkakus-a-core-interest/#.UYEyNZVZmVB, consulté le 1 mai 2013

relation triangulaire régissant les activités en Asie orientale et de manière plus générale en Asie-Pacifique prend une tournure pour le moins instable.

Enfin, le concept de *fleet-in-being* se doit également d'être mis en exergue. Tout comme le concept de *Fortress Fleet*, il s'agit d'empêcher l'accès aux territoires maritimes avoisinants la Chine. L'objectif n'est pas de contrôler l'entièreté du territoire entourant les côtes chinoises mais uniquement d'empêcher l'ennemi de contrôler certaines zones par la simple présence ou menace. Le fait que la Chine possède une large flotte de sous-marins (qui, par définition, sont une menace permanente car très difficile à localiser et, comme mentionné plus haut, des capacités balistiques anti-navires) fait qu'il devient dangereux de s'aventurer proche des territoires revendiqués par Pékin.

Au travers du concept de *fleet-in-being*, la Chine développe également ses capacités de projection de puissance également appelées « blue-water ». Cela se manifeste notamment via la participation de la marine chinoise aux opérations de lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden en 2008[85]. Cette démonstration de force chinoise s'est poursuivie en 2011 avec l'évacuation de citoyens chinois lors du conflit libyen. Enfin, s'inspirant peut-être de ce qui est fait par l'US Navy, un navire médical a été engagé dans des opérations humanitaires en Amérique du Sud et en Afrique.

Depuis 2010, nous voyons très nettement que la marine chinoise accroît sa participation d'exercices navals de grande envergure. Cette attitude chinoise joue clairement un rôle de catalyseur dans la course à l'armement qui couve en Asie-Pacifique[86]. En effet, les volontés expansionnistes chinoises en mer de Chine sont perçues comme une menace commune pour les différents pays de la région, ce qui pousse ces derniers à se rapprocher des Etats-Unis afin de recevoir leur protection. Du côté de Pékin, cette attitude apparaît comme indispensable à la vue d'un retour en force effectué par Washington dans la région et de la nouvelle forme de *containment* initiée par ce dernier. Que ce soit en utilisant l'arme militaire aujourd'hui en plein essor ou l'arme économique (comme cela a été récemment le cas à la suite de la crise économique de 2008), la Chine se doit de diviser les Etats-Unis et ses alliés dans la région afin de pouvoir prétendre au statut de numéro un dans la région. Cette nouvelle posture chinoise se manifeste notamment avec la volonté de fragiliser l'alliance

[85] KOTANI Tetsuo, « China's Fortress Fleet-in-Being and its Implications for Japan's Security », *Center for Asian Studies*, février 2013, p.10
[86] LE MIERE Christian, « America's Pivot to East Asia : The Naval Dimension », *Survival*, Juin-Juillet 2012, pp. 81-94

américano-nipponne autour du très médiatisé conflit concernant les îles Senkaku/Diaoyu. Entre volonté de lier le Japon à son passé colonial et impliquer les Etats-Unis dans un hypothétique conflit armé entre Tokyo et Pékin, la Chine joue aujourd'hui plusieurs cartes.

3. Etude de cas : les îles Senkaku/Diaoyu

Nous passons maintenant à la véritable évaluation de l'alliance entre Tokyo et Washington vis-à-vis des volontés chinoises dans la région. Le cas des îles Senkaku/Diaoyu permet de mettre clairement en lumière l'opposition entre le Japon et la Chine. Cette confrontation pour le moins médiatisée met en avant le *statu quo* observé par les deux acteurs. Cette rigidité dans leur position n'est pas le fruit du hasard. Nous allons voir ici quels sont les intérêts défendus par chaque partie et comment les Etats-Unis permettent au Japon d'adopter une certaine fermeté vis-à-vis de Pékin. Nous reviendrons sur certaines considérations stratégiques mais également politiques afin de montrer à quel point cette pierre d'achoppement envenime les relations sino-nippones.

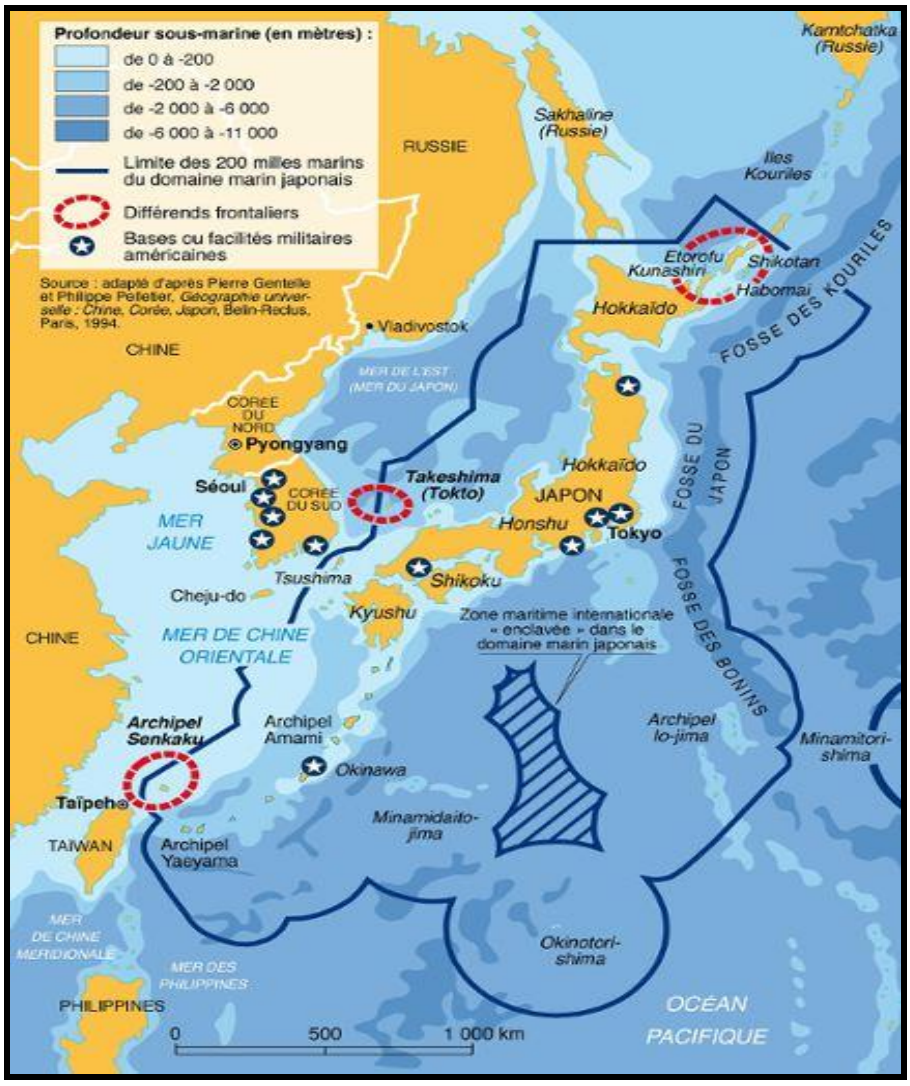
Les îles Senkaku/Diaoyu se situent à 400 kilomètres à l'Ouest de l'île d'Okinawa, à 185 kilomètres de l'île de Taïwan et à quelques 350 kilomètres des côtes chinoises. Il s'agit d'un archipel composé de 5 îles inhabitées d'une superficie ne dépassant pas 3,5km^2 [87]. Ces îles ont été annexées par le Japon en 1895 après la première guerre sino-japonaise et la signature du traité de Shimonoseki mettant un terme à la guerre entre l'empire Qing et le Japon. Elles seront, après la seconde guerre mondiale, comme l'île d'Okinawa, administrée par les Etats-Unis avant d'être restituées au Japon en 1972.

C'est depuis 1970 que les îles Senkaku/Diaoyu sont revendiquées par Taïwan et la Chine[88] en citant notamment, du côté chinois, un ouvrage de 1401 mentionnant déjà l'existence de ces îles. Sur les cinq principales îles Senkaku/Diaoyu, l'une appartient à l'Etat japonais, les quatre autres étant détenues par des riches familles japonaises. Les incidents se multiplient depuis l'achat en septembre 2012 de certaines de ces îles par le gouverneur de Tokyo.

---

[87] *Le Monde.fr*, « Ces îles qui enveniment les relations entre la Chine et le Japon », le 11 septembre 2012, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2012/09/11/ces-iles-qui-enveniment-les-relations-entre-la-chine-et-le-japon_1758370_3216.html, consulté le 4 décembre 2012

[88] *Le Monde.fr*, « Chine-Japon, guerre froide en Asie », le 11 mars 2013, http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/11/chine-japon-guerre-froide-en-asie_1846155_3232.html, consulté le 14 mars 2012



Source : REKACEWICZ Philippe, « Le monde vu de Tokyo », Atlas du Monde diplomatique, 2003

L'importance territoriale des îles Senkaku/Diaoyu est tout d'abord à rechercher du côté du droit international et plus particulièrement dans la Convention des Nations-Unis sur le droit de la mer[89]. En effet, chaque Etat peut, depuis un territoire lui appartenant, revendiquer plusieurs zones. La première zone, d'une étendue de 12 milles, est appelée « mer territoriale ». L'Etat riverain y exerce sa souveraineté, sous réserve de l'obligation de laisser passer les navires

[89] DE BEAULIEU LE HARDŸ Louis, LEJEUNE Yves, LIEGEOIS Michel, *et alii*, *Relations internationales : grands textes politiques et juridiques*, Louvain-la-Neuve : Anthemis s.a., 2010, 541p.

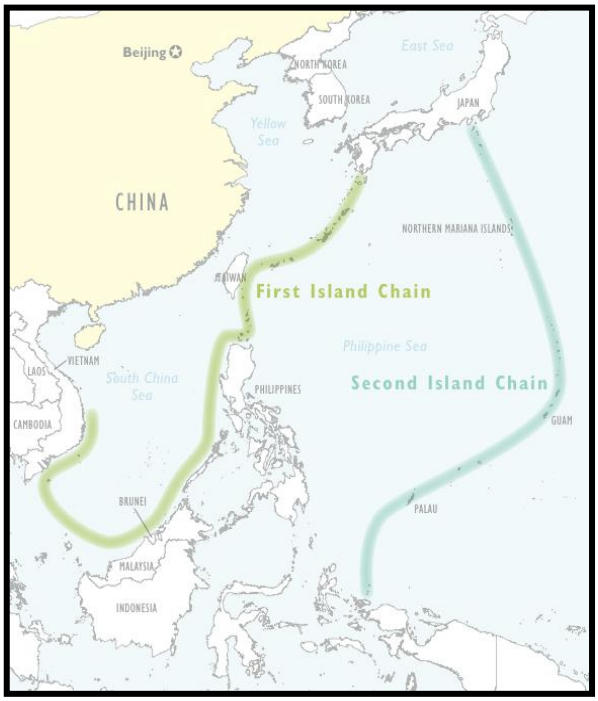
étrangers[90]. Concernant les Etats-archipels (Philippines, Indonésie,…), ceux-ci exercent leur souveraineté sur toutes les eaux comprises dans une ligne contournant l'archipel[91]. La seconde est celle de la zone économique exclusive (Z.E.E.). Cette zone ne se rattache ni à la haute mer, ni à la mer territoriale. Sa largeur maximale est ici de 200 milles. L'Etat riverain y possède « *des droits souverains exclusifs, inconditionnels et finalisés par l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles (biologiques et non biologiques) du fond de la mer, du sous-sol et des eaux surjacentes* »[92].

Bien que des nuances soient à apporter quant à l'application du droit de la mer, cette volonté de respect de la Convention des Nations-Unis sur le droit de la mer apparaît comme primordiale pour les Etats-Unis. C'est ainsi que, dans le cadre de ce que nous pourrions appeler la « stratégie de Jakarta »[93] et une volonté de réinvestissement des organisations asiatiques, le 23 juillet 2010, Hillary Clinton participait à l'ARF, le forum de sécurité régionale de l'ASEAN. Cette consolidation des relations bilatérales entre Washington et d'autres pays de la région va se manifester durant ce forum, avec l'appui d'autres pays comme le Japon lors des rencontres dites « ASEAN + 3 »[94], face à la Chine. C'est ainsi qu'une douzaine de pays sur les 27 présents vont évoquer la question des revendications territoriales chinoises. Hillary Clinton prendra la parole en dernière pour déclarer que « *la liberté de navigation est dans l'intérêt national des Etats-Unis* »[95] et répètera que « *la position américaine consiste à ne pas prendre parti sur la légalité des revendications territoriales, mais à insister sur l'importance de la Convention sur le droit de la mer comme base juridique, le libre commerce dans la région sans intimidation, et un processus collaboratif pour résoudre les revendications concurrentes* »[96].

[90] LEJEUNE Yves, *Introduction au droit international public*, Syllabus du professeur, Louvain-la-Neuve : UCL, 2012, 133p.
[91] Ibidem
[92] Ibidem
[93] VAISSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère : 2008-2012*, Paris : Jacob, 2012, p. 88
[94] Se déroulant lors des sommets de l'ASEAN, les rencontres ASEAN + 3 comprennent, en plus des membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée du Sud.
[95] VAISSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère : 2008-2012*, Paris : Jacob, 2012, p. 140
[96] Ibidem

Bien entendu, ces îles sont également un enjeu économique et stratégique. Concernant l'importance stratégique que revêtent les îles Senkaku/Diaoyu, nous allons nous attarder sur des enjeux militaires et d'influence.

C'est en février 1992 qu'est promulguée une loi chinoise reprenant l'ensemble des revendications chinoises en Mer de Chine méridionale et orientale, celles-ci étant alors représentées au travers de la ligne dite « des neuf traits », celle-ci correspondant à la première chaine d'île (voir car ci-contre). La Chine considère donc la zone comprise à l'intérieur de la ligne « des neuf traits » comme appartenant à sa zone d'influence propre lui permettant d'agir à sa guise dans cette zone. Pour Pékin, l'enjeu est ainsi de pouvoir projeter sa puissance et ainsi pouvoir se déployer, à long terme[97], dans l'Océan Pacifique. Or, nous voyons clairement l'opposition entre l'influence historique des Etats-Unis dans cet Océan et les volontés chinoises naissantes. Ainsi, tout comme le montre également les différends, notamment avec le Viêtnam, concernant l'archipel des Spratly, la volonté chinoise est d'aller au-delà de la première ligne de défense pour accéder à l'Océan Pacifique. Cette approche stratégique positionne ainsi les îles Senkaku/Diaoyu dans la stratégie maritime chinoise comme un élément parmi d'autres. Ces îles seraient alors une des perles



Source : Military and Security Developments Regarding the People's Republic of China 2012 (Annual Report to Congress), U.S. Department of Defense

[97] La vision du temps de la Chine n'est pas le même que pour nous Occidentaux. Ainsi, l'histoire de la Chine s'étale sur des milliers d'années ce qui lui permet d'établir des objectifs sur que nous considérons comme du très long terme. Ainsi, si pour les Etats-Unis, le long terme signifie une dizaine d'années, pour la Chine, cela représente 30 à 50 ans.

constituant le collier du même nom[98]. En effet, le fait que la Chine puisse contrôler son environnement direct, à savoir l'espace maritime en deçà de la première ligne de défense[99], lui permettra de sortir d'une forme d'enclavement induit par la présence américaine. Cette présence se perçoit notamment à Okinawa (et de manière plus général le Japon), par les accords militaires et économiques entre les Etats-Unis et les Philippines, Singapour, la Corée du Sud ou encore l'Australie et plus indirectement par la présence de l'île de Taïwan. De plus, la supériorité américaine dans le domaine militaire, ce dont la Chine est consciente, lui permet d'avoir une certaine force de dissuasion dans la région qui profite directement à Tokyo. Notons néanmoins que l'agence de presse *China Daily* évoque déjà le fait que la marine chinoise soit capable de projeter sa puissance au-delà de la première chaine d'île. Comme le dit Du Wenlong chercheur à la *PLA's Academy of Military Science* : « *The Chinese navy has the capabilities to cut the first island into several pieces* »[100].

De plus, le traité de sécurité signé entre les Etats-Unis et le Japon en 1960 marque un peu plus l'importance de cette relation bilatérale dans la région. De par la présence de ce traité, il semble peu probable qu'une guerre ouverte puisse éclater entre la Chine et le Japon. En effet, bien qu'il est important de prendre conscience de divers autres facteurs tels que le nationalisme, l'interdépendance économique, les facteurs sociaux internes, la notion de prestige pour ne citer que ceux-ci, le premier élément pouvant dissuader la Chine est bien entendu le soutien militaire américain. Bien que, comme nous le verrons plus bas, la modernisation militaire chinoise soit en marche, accompagnée par une augmentation continue du budget militaire, la protection américaine reste un facteur décisif en termes de dissuasion. Cela met en exergue le rôle régulateur de cette relation bilatérale entre Washington et Tokyo de par la toute-puissance américaine. En effet, il est dans l'intérêt des Etats-Unis d'éviter un nouveau conflit militaire, crise économique oblige, et surtout de ne pas menacer les flux commerciaux vitaux pour l'économie mondiale présents dans la région d'Asie-Pacifique. Notons par exemple que

[98] Pour davantage d'informations concernant le concept de « collier de perles », voir notamment AMELOT Laurent, « La stratégie chinoise du « collier de perles » », *Outre-Terre*, 2010, n°25-26, pp.187-198

[99] Le territoire maritime se situant en deçà de la première ligne de défense chinoise se nomme « Green Water ». A ce territoire correspond des moyens militaires spécifiques. De même, dans les années à venir, la volonté chinoise est de pouvoir se projeter au-delà de la première ligne de défense, zone qui se nomme alors « Blue Water ».

[100] *Usa.chinadaily.com*, « China sails through « first island chain » », le 2 août 2013, http://usa.chinadaily.com.cn/china/2013-08/02/content_16863855.htm, consulé le 15 août 2013

80% de l'approvisionnement de la Chine en pétrole transite par la mer, dont 85% par le détroit de Malacca[101]. De plus, ce détroit est la deuxième artère commerciale au monde derrière le canal de Suez permettant ainsi le transit d'un tiers du commerce maritime mondial, dont 50% du pétrole mondial et 90% de celui du Japon[102].

Ainsi, la zone de l'Asie du nord-est, où se situent donc les îles Senkaku/Diaoyu, est au cœur de la théorie de « *Hub-and-spokes* » de Foster Dulles[103] développée au milieu des années 50'. Par contraste avec ce qui s'est mis en place en Europe après la seconde guerre mondiale, à savoir le multilatéralisme et la sécurité collective, les Etats-Unis mirent en place le système de San Francisco visant à créer un réseau dense de relations bilatérales. Cette théorie de « *Hub-and-spoke* » est aujourd'hui utilisée par le Président Obama afin « d'endiguer »[104] la Chine notamment via le réinvestissement américain des grands forums régionaux. Bien entendu, comme nous l'avons vu précédemment, la doctrine américaine a évolué vers plus d'indépendance militaire entre les Etats-Unis et leurs alliés. Cela se manifeste notamment au travers de la direction prise par le nouveau gouvernement japonais. Celui-ci a fait approuver un budget militaire pour 2013-2014 en hausse de 1,15 milliard de dollar, soit la première augmentation depuis 11 ans[105]. De plus, le Japon n'est pas en reste en matière de développement militaire malgré les limites imposées par sa Constitution. En effet, le 6 août 2013, le Japon a présenté publiquement l'*Izumo*, le plus gros navire militaire construit depuis la fin de la Seconde guerre mondiale[106]. Ce navire d'une longueur de 248 mètres et en phase terminale de construction à Yokohama et devrait équiper la flotte nippone dès 2015. Bien qu'il s'agisse officiellement d'un navire de type destroyer, sa conception ne laisse aucun doute quant à son futur rôle dans la marine. L'objectif de ce type de bâtiment sera de transporter des avions et des

[101] AMELOT Laurent, « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre*, 2010, n°25-26, pp.249-271
[102] Ibidem
[103] John Foster Dulles (25 février 1888 - 24 mai 1959) était un diplomate américain, qui fut le 51e Secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères des États-Unis), du 21 janvier 1953 au 22 avril 1959, sous le président républicain Dwight D. Eisenhower.
[104] Il ne s'agit pas ici d'une nouvelle forme de *containment* comme cela a pu être le cas durant la guerre froide. Nous ne parlons pas ici d'endiguement idéologique mais davatange de stopper la Chine dans sa volonté d'expension territoriale et de controle de la Mer de Chine méridionale et orientale.
[105] *LeMonde.fr*, « Pour la Corée du Nord, le Japon a franchi « la ligne de danger » », le 7 août 2013, http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/08/07/pour-la-coree-du-nord-le-japon-a-franchi-la-ligne-de-danger_3458323_1492975.html, consulté le 12 août 2013
[106] Ibidem

hélicoptères afin notamment de lutter contre les sous-marins chinois[107]. Ce navire pourra transporter quelques 14 hélicoptères et 19 500 tonnes à vide, ce qui représente la moitié du porte-avions *Charles-de-Gaulle*[108]. La réaction chinoise ne s'est pas faite attendre. En effet, du mercredi 7 au jeudi 8 août 2013, quatre navires gouvernementaux chinois sont entrés dans les eaux territoriales des îles Senkaku/Diaoyu revendiquées par les deux pays. Cette incursion, d'une durée totale de 27 heures, a été la plus longue depuis la nationalisation de certaines îles de l'archipel des Senkaku/Diaoyu par le gouverneur de Tokyo et l'exacerbation des tensions entre les deux pays[109].

Les politiques menées par Barack Obama et son homologue Shinzo Abe semblent donc se porter vers la constitution d'une relation bilatérale forte vis-à-vis de la Chine, au risque d'engendrer une course à l'armement dans la région. Malgré certaines difficultés budgétaires, les Etats-Unis, comme en témoigne le discours du Président Obama à Lima le 21 mars 2011, semblent opter pour mobiliser leur puissance pour défendre leurs intérêts dans le monde[110], l'Asie-Pacifique cristallisant la majorité des intérêts américains, notamment économiques. Selon Ren Weidong, chercheur au *China Institutes of Contemporary International Relations*, la dispute entre le Japon et la Chine sur la souveraineté des Senkaku/Diaoyu est directement liée au changement du contexte régional. Les Etats-Unis prennent position en Asie orientale et leur stratégie est de contenir et d'encercler la Chine dans son environnement régional. Depuis que les forces américaines sont présentes sur le sol japonais, les Etats-Unis peuvent utiliser ce territoire pour mettre en place leur stratégie militaire.

De son côté, Tokyo essaie d'internationaliser ce conflit en forçant les Etats-Unis à les soutenir. De plus, en décembre 2004, le programme de défense national japonais désignait la Chine comme une menace potentielle pour la sécurité nationale du pays et ce pour la première fois de l'histoire des relations entre Pékin et Tokyo[111]. Plus récemment, le Premier Ministre Japonais Shinzo

---

[107] *Economist.com*, « Wide-mouthed frog », le 10 août 2013, http://www.economist.com/news/asia/21583292-country-launches-its-biggest-warship-second-world-war-wide-mouthed-frog, consulté le 12 août 2013

[108] *LeMonde.fr*, « La Chine réagit vivement au lancement du premier porte-hélicoptères nippon », le 9 août 2013, http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/08/09/la-chine-reagit-vivement-au-lancement-du-premier-porte-helicopteres-nippon_3459529_1492975.html, consulté le 12 août 2013

[109] Ibidem

[110] DE CARMOY Hervé, *Où va l'Amérique d'Obama ?*, Paris : PUF, 2011, 189p.

[111] *National Defense Program Guideline for FY 2005 and After*, Tokyo : gouvernement japonais & conseil de sécurité, décembre 2004

Abe déclarait que « nous devons créer un ordre dans la région basé sur la coopération entre nos deux pays (Etats-Unis et Japon) pour assurer la liberté sur les mers et sécuriser la région qui sera gouvernée par la loi et non pas par la force »[112]. Nous voyons donc de manière évidente le fait que Pékin et Tokyo campent sur leurs positions. Cette volonté chinoise se manifeste notamment par les récentes déclarations du nouveau président Xi Jinping qui prône un discours non plus communiste mais plutôt nationaliste, le renforcement de l'armée et la volonté de réaliser ce qu'il nomme le « rêve chinois ». La question du prestige est donc ici primordiale dans le cadre de la puissance de l'Etat chinois. Toutes ces questions de possession de « rochers » sont donc directement reliées à la notion de prestige, notion très importante en relations internationales.

Dès lors, la question principale que se pose le Japon est de savoir si les Etats-Unis interviendront en cas de guerre entre la Chine et le Japon. Les Etats-Unis déclarent officiellement qu'ils ne prennent pas position sur cette dispute territoriale. Néanmoins, lors d'une visite à Pékin en septembre 2012, Leon Panetta, alors secrétaire à la défense, avait déclaré que le traité de sécurité signé avec le Japon incluait les îles Senkaku/Diaoyu[113]. Nous voyons donc que sur ce point, les Etats-Unis maintiennent une certaine ambiguïté ce qui, selon Lian Degui, chercheur au *Centre for Japanses studies* au *Shangai Institute for International Studies*, leur permet d'accroître leur contrôle sur les relations en Mer de Chine orientale[114].

De plus, cette ambiguïté américaine permet de maintenir, voire de renforcer, ses alliances dans la région tout en utilisant ce conflit pour détériorer l'image de la Chine dans la région. Cette détérioration de l'image de la Chine s'est également accrue depuis la crise économique de 2008 où l'on a pu observer une Chine bien plus agressive sur diverses questions. Cette assurance prise par la Chine était notamment due au fait que de nombreux pays dépendaient des investissements réalisés par la Chine. Cette dernière utilisa alors l'arme économique pour « soumettre » différents pays à sa volonté ou encore durcir sa position sur la question des droits de l'homme. Depuis lors, l'attitude de Pékin s'est modérée mais peu importe. Le mal était fait et les pays d'Asie-Pacifique

[112] The New York Times, « Japan and United States reaffirm their close ties », le 22 février 2013, http://www.nytimes.com/2013/02/23/world/asia/japan-and-united-states-reaffirm-their-close-ties.html?pagewanted=all&_r=0, consulté le 8 avril 2013
[113] WEIDONG Ren, « China wants to resist pressure from the United States and force the japanese to give up », *Zhongguo Wang*, novembre 2012
[114] DEGUI Lian, « Analysing the ambiguity of US policy on the Diaoyu Islands », *Xiandai Guoji Guanxi*, octobre 2012

ont vu que la Chine pouvait montrer les dents ce qui a plus que jamais rapproché les Américains de leurs alliés.

C'est de cette manière que le pivot asiatique américain s'est mis en place et a pour objectif premier d'empêcher l'accroissement de l'influence chinoise, de sa puissance militaire et de limiter la dépendance de nombreux pays à l'économie chinoise.

4. Conclusion

Nous venons de le voir tout au long de cette analyse, la relation triangulaire entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis s'annonce comme l'une des plus importantes du 21ème siècle. Bien que les éléments présentés soient restés concentrés autour de considérations réalistes et géostratégiques, nous pouvons très certainement supposer que l'exacerbation des nationalismes japonais et chinois, les dépenses militaires croissantes ou encore l'importance de la notion de prestige sont autant d'éléments poussant la Chine et le Japon vers une opposition claire en Asie orientale.

Les récentes déclarations du Premier Ministre Abe mentionnant que « *je veux faire de ce jour un moment de renouveau de notre détermination et de notre espoir dans l'avenir* » et que « *nous avons la responsabilité de faire du Japon une nation forte et déterminée à laquelle les autres pays du monde peuvent se fier* »[115] lors des célébrations de la fin de l'occupation américaine résument à elles seules le fait que le nationalisme japonais vise clairement à s'opposer à la Chine et que le Japon est prêt à renforcer ses alliances et assumer sa position dans le système international contemporain. A l'inverse, Pékin, également exarcerbée par un nationalisme croissant comme en témoignent les récentes déclarations du nouveau Président du Parti Communiste Chinois Xi Jinping joue la carte d'une Chine plus ambitieuse sur la scène internationale au risque de déplaire aux puissances occidentales.

La définition des îles Senkaku/Diaoyu comme « *core interests* » associée aux exercices militaires conjoints réalisés par Washington et Tokyo entre le 10 et le 26 juin 2013 annonce une exacerbation des tensions dans la région[116]. Soyons

[115] *Le Monde.fr*, « Regain nationaliste au Japon pour les célébrations de la fin de l'occupation américaine », le 29 avril 2013, http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/04/29/regain-nationaliste-au-japon-pour-les-celebrations-de-la-fin-de-l-occupation-americaine_3168153_1492975.html, consulté le 1 mai 2013

[116] *Affaires stratégiques*, « Porte-avions chinois : la montée en puissance s'accélère », le 30 avril 2013, http://affaires-strategiques.info/spip.php?article8068, consulté le 1 mai 2013

toutefois conscient du fait que la Chine perçoit clairement qu'un affrontement militaire ne servirait qu'à l'isoler sur la scène internationale et ne servirait en aucun cas ses objectifs poursuivis. Malgré tout, les incidents autour des rochers de l'archipel des Senkaku/Diaoyu nous rappellent que la première Guerre mondiale avait également éclatée suite à un incident pour le moins quelconque à l'échelle du système international de l'époque. Ce qui doit nous pousser à suivre attentivement l'évolution de cette relation triangulaire structurante des questions géopolitiques d'Asie-Pacifique.

A l'avenir, il sera question de savoir comment se positionneront ces acteurs majeurs d'Asie-Pacifique. La Chine continuera-t-elle d'être un numéro deux docile derrière les Etats-Unis réinvestissant la scène d'Asie-Pacifique ? L'interdépendance économique entre Pékin et Tokyo fera-t-elle plier les tensions entourant le conflit des îles Senkaku/Diaoyu ? Est-ce que le Japon, sous l'égide de son nouveau Premier Ministre Shinzo Abe, tentera-t-il d'accroître sa souveraineté, notamment militaire, vis-à-vis des Etats-Unis ? Autant de questions qui trouveront probablement une réponse dans les années à venir, le tout dans un système international aujourd'hui structuré autour de la relation sino-américaine.

Bibliographie

Monographies

BAUTZMANN Alexis (sous la direction de), *Atlas géopolitique mondial 2013*, Paris : Editions Argos, 2013, 204p.

DE BEAULIEU LE HARDŸ Louis, LEJEUNE Yves, LIEGEOIS Michel, *et alii*, *Relations internationales : grands textes politiques et juridiques*, Louvain-la-Neuve : Anthemis s.a., 2010, 541p.

CALDER E. Kent, *Pacific alliance : reviving U.S.-Japan relations*, New Haven : Yale university press, 2009, 292p.

COURMONT Barthélémy, *Géopolitique du Japon*, Perpignan : Editions Artège, 2010, 259p.

DE CARMOY Hervé, *Où va l'Amérique d'Obama ?*, Paris : PUF, 2011, 189 p.

DRIFTE Reinhard, *Japan's security relations with China since 1989 : from balancing to bandwagoning ?*, London : Routledge, 2002, 245p.

GREEN J. Michael, CRONIN M. Patrick, *The U.S.-Japan alliance : past, present, and future*, New York : Council on foreign relations press, 1999, 403p.

HOLSTI R. Ole, HOPMANN Terrence, SULLIVAN D. John, *Unity and disintegration in international alliances : comparative studies*, New-York : Wiley, 1973, 293p.

KANG David, *China rising : peace, power, and order in East Asia*, New York : Columbia university press, 2007, 296p.

KLIMAN Daniel M., *Japan's security strategy in the post-9/11 world : embracing a new realpolitik*, Wesport, Conn. : Praeger, 2006, 224p.

LISKA George, *Nations in alliance : the limits of interdependance*, Baltimore : John Hopkins Press, 1968, 301p.

MAHAN Alfred T., *The influence of Sea Power Upon History,* New-York : Dover Publications, 1987, 640 p.

MC VEIGH J. Brian, *Nationalism of Japan : managing and mystifying identity*, New York : Rowman & Littlefield, 2003, 352p.

MEYER Claude, *Chine ou Japon : quel leader pour l'Asie ?*, Paris : presses de sciences po, 2010, 232p.

SAMUELS Richard J., *Securing Japan : Tokyo's grand strategy and the future of East Asia*, Ithaca : Cornell university press, 2007, 277p.

STRUYE DE SWIELANDE Tanguy (sous la direction de), *La Chine sur la scène internationale : vers une puissance responsable ?*, Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2012, 512p.

VAISSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère : 2008-2012*, Paris : Jacob, 2012, 283p.

VOGEL K. Steven, *US-Japan relations in a changing world*, Washington D.C. : Brookings institution, 2002, 286p.

Articles scientifiques

AMELOT Laurent, « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre*, 2010, n°25-26, pp. 249-271

BLAGDEN W. David, LEVY S. Jack, THOMPSON R. William, « Sea power, continental power, and balancing theory », *International security*, Fall 2011, vol. 36, n°2, pp. 190-202

COUTANSAIS Cyrille P., « Le Chine au miroir de la mer », *Revue internationale stratégique*, février 2010, n°78, pp. 28-39

CURTIS Gerald, « Charting a Future Course for US-Japan Relations », *Asia-Pacific review*, juillet 2011, pp. 1-12

CURTIS Gerald, « Japan's cautious hawks », *Foreign affairs*, mars/avril 2013, vol. 92, n°2, pp. 77-86

FEER-DOURILLE Evelyne, « Les nouveaux enjeux économiques et géopolitiques au Japon », *Revue international et stratégique*, 1/2011, n°81, pp. 54-65

FOOT Rosemary, « Chinese strategies in a US-hegemonic global order : accommodating and hedging », *International affairs*, 1/2006, pp. 77-94

FRIEDBERG L. Aaron, « The future of U.S.-China relations : is conflict inevitable ? », *International security*, Fall 2005, vol. 30, n°2, pp. 7-45

HUGHES Christopher, « Japanese military modernization : in search of a "normal" security role », *Strategic Asia 2005-06 : Military Modernization in an Era of Uncertainty*, 2005, pp. 105-136

HYUN-WOOK Kim, « Substantiating the cohesion of the post-cold war US-Japan alliance », *Australian Journal of International Affairs*, 2011, pp. 340-359

LE MIERE Christian, « America's Pivot to East Asia : The Naval Dimension », *Survival*, Juin-Juillet 2012, pp. 81-94

PAIK Bong Jong, « Comparison of the US-Korea Defense Treaty and the US-Japan Security Treaty », *HanGukgwa Gukje Jongchi*, 1985, pp. 1-34

SHIFRINSON ITZKOWITZ R. Joshua, BECKLEY Michael, *International security*, Winter 2012/2013, vol. 37, n°3, pp. 172-181

THOMAS Jim, « Why the U.S. Army Needs Missiles : A New Mission to Save the Service », *Foreign affairs*, mai/juin 2013, vol. 92, n°3, pp. 137-144

STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, « The Reassertion of the United States in the Asia-Pacifique Region », *Parameters, printemps 2012, pp. 75-89*

WISHIK LEE Anton, « An Anti-Access Approximation : The PLA's Active Strategic Counterattacks on Exterior Lines », *China Security*, n°19, 2011, pp. 37-48

XINBO Wu, « The end of the silver lining : a chinese view of the U.S.-Japanese alliance », *The center for strategic and international studies and Massachusetts Institute of Technology : the Washington quarterly*, hiver 2005-2006, pp. 119-130

YOSHIHARA Toshi, « Chinese missile strategy and the U.S. naval presence in Japan : the operational view from Beijing », *Naval War College Review*, vol. 63, n°3, 2010, pp. 39-62

Working papers

CHU Shulong, « A mechanism to stabilize U.S.-China-Japan trilateral relations in Asia », *The brookings institution : center for northeast asian policy studies*, janvier 2008, 22p.

FREEMAN-PERLO Sam, SKÖNS Elisabeth, SOLMIRANO Carina, WILANDH Helén *et alii*, « Trends in world military expenditure, 2012 », *SIPRI Fact Sheet*, avril 2013, 8p.

KOTANI Tetsuo, « China's Fortress Fleet-in-Being and its Implications for Japan's Security », *Center for Asian Studies*, février 2013, 25p.

LAI David, « Learning from the stones : a *Go* approach to mastering China's strategic concept, *Shi* », *United States Army War College Strategic Studies Institute*, mai 2004, 34p.

Documents internet

CARLSON Allen, « China keeps the peace at sea », *Foreign affairs*, le 21 février 2013, http://www.foreignaffairs.com/articles/139024/allen-carlson/china-keeps-the-peace-at-sea, consulté le 6 mars 2013

GORDON K. Bernard, « The Trans-Pacific Partnership and the rise of China », *Foreign affairs*, le 7 novembre 2011, http://www.foreignaffairs.com/articles/136647/bernard-k-gordon/the-trans-pacific-partnership-and-the-rise-of-china, consulté le 19 février 2013

KENNAN F. George, « Japanese security and american policy », *Foreign affairs*, le 1 octobre 1964, http://www.foreignaffairs.com/articles/23633/george-f-kennan/japanese-security-and-american-policy, consulté le 3 mars 2013

KLARE T. Michael, « Island grabbing in Asia », *Foreign affairs*, le 4 septembre 2012, http://www.foreignaffairs.com/articles/138093/michael-t-klare/island-grabbing-in-asia, consulté le 12 mars 2013

KLARE T. Michael, « The United States heads to the South China sea », *Foreign affairs*, le 21 février 2013, http://www.foreignaffairs.com/articles/139023/michael-t-klare/the-united-states-heads-to-the-south-china-sea, consulté le 2 avril 2013

OXNAM B. Robert, « Asia/Pacific challenges », *Foreign affairs*, le 1 février 1993, http://www.foreignaffairs.com/articles/48484/robert-b-oxnam/asiapacific-challenges, consulté le 13 mars 2013

PACKARD R. George, « The United States-Japan secrutiy treaty at 50 », *Foreign affairs*, le 1 mars 2010, http://www.foreignaffairs.com/articles/66150/george-r-packard/the-united-states-japan-security-treaty-at-50, consulté le 5 avril 2013

YOKOTA Takashi, SPITZER Kirk, « Tokyo's missing muscle », *Foreign affairs*, le 17 octobre 2012, http://www.foreignaffairs.com/articles/138194/takashi-yokota-and-kirk-spitzer/tokyos-missing-muscle, consulté le 23 avril 2013

Documents officiels

Defense of Japan 2006, Tokyo : Ministère de la défense, 2006

Guidelines for Japan-US Defense Cooperation, Tokyo : Minstère japonais des affaires étrangères, 1997

Joint Statement of the Security Consultative Committee, Tokyo : Minstère japonais des affaires étrangères, 2012, 5p.

National Defense Program Guideline for FY 2005 and After, Tokyo : ministère japonais des affaires étrangères, décembre 2004

Quadriennal Defense Review Report, Washington D.C. : Département de la défense, 2001, 71p.

Quadriennal Defense Review Report, Washington D.C. : Département de la défense, 2006, 92p.

Quadriennal Defense Review Report, Washington D.C. : Département de la défense, 2010, 105p.

The Diversified Employment of China's Armed Forces, Beijing : Information Office of the State Council, 2013,

United States-Japan Roadmap for Realignment Implementation, Tokyo : Ministère japonais des affaires étrangères, 2006, 8p.

US-Japan Alliance : Transformation and Realignment for the Future, Tokyo : ministère japonais des affaires étrangères, octobre 2005

Revue

Diplomatie n°59, Paris, novembre-décembre 2012

Sites internet (non-exhaustif)

www.affaires-strategiques.info

www.brookings.edu

www.carlisle.army.mil

www.cairn.info

www.cia.gov

www.defense.gov

www.economist.com

www.foreignaffairs.com

www.japantimes.co.jp

www.lemonde.fr

www.lesechos.fr

www.mitpressjournals.org

www.mofa.go.jp

www.stratfor.com

www.xinhuanet.com